

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé. Les abonnements et annonces sont payables d'avance. La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1989

28 fév. — Décret n° 89-29 portant application du schéma de libéralisation des échanges des produits originaires au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	295
1 mars — Décret n° 89-30 portant création d'un office de notaire.	295
2 mars — Décret n° 89-31 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.	295
7 mars — Décret n° 89-32 modifiant le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988, portant restructuration du gouvernement.	295
8 mars — Décret n° 89-33 fixant le traitement du directeur général de la C.N.S.S.	296
10 mars — Décret n° 89-34 instituant des indemnités de risques et de vol aux Hôtesse de l'Air en service à la Présidence de la République.	296
13 mars — Décret n° 89-35 portant nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République togolaise auprès du Royaume de Belgique et d'un représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles.	296

13 mars — Décret n° 89-36 portant nomination.	297
13 mars — Décret n° 89-37 portant nomination.	297
13 mars — Décret n° 89-38 portant nomination.	297
13 mars — Décret n° 89-39 portant nomination.	297
13 mars — Décret n° 89-40 portant nomination.	298
13 mars — Décret n° 89-41 portant nomination.	298
13 mars — Décret n° 89-42 portant nomination.	298
13 mars — Décret n° 89-43 portant nomination.	298
13 mars — Décret n° 89-44 portant nomination.	299
13 mars — Décret n° 89-45 portant nomination.	299
16 mars — Décret n° 89-46 portant création et statuts du centre de recherches et d'Etudes de Langues: «Village du Bénin».	299
16 mars — Décret n° 89-47 autorisant l'achat par la République togolaise d'un immeuble urbain sis à Lomé-Nyékouakpœ.	299
16 mars — Décret n° 89-48 ordonnant la publication du troisième protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universitaire, signé à Hambourg, le 27 juillet 1984.	300
Texte du protocole.	300

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions dans le corps des forces armées togolaises.	307
---	-----

1989

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

21 avr. — Décision n° 382/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du centre national d'études et de traitements informatiques (CENETI).	310
21 avr. — Décision n° 383/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du trésorier-payeur.	310

21 avr. — Décision n° 384/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine	310
21 avr. — Décision n° 385/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à la direction générale des affaires sociales.	310
21 avr. — Décision n° 386/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET).	309
21 avr. — Décision n° 387/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.	310
21 avr. — Décision n° 388/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au service de presse du Togo à Paris	309
25 avr. — Décision n° 391/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur général des impôts	310
25 avr. — Décision n° 392/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'environnement et du tourisme.	310
25 avr. — Décision n° 393/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la société des produits laitiers du Togo (SOPROLAIT. SA)	309
25 avr. — Décision n° 394/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à la direction de la statistique.	310
25 avr. — Décision n° 395/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T.).	309
25 avr. — Décision n° 396/MEF/FCS accordant une subvention à l'Hôtel du 2 Février.	310
25 avr. — Décision n° 397/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET)	309

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant admission dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale, intégrations, titularisations, détachement, révocation, rappels à l'activité, sanction disciplinaires et bonification d'échelon.	311
---	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1989

25 avr. — Arrêté n° 13/METFP fixant les conditions de travail des apprentis et la forme du contrat d'apprentissage	312
25 avr. — Arrêté n° 14/METFP fixant la durée de l'apprentissage selon les différents corps de métiers.	316
25 avr. — Arrêté n° 15/METFP fixant les droits et frais divers relatifs au contrat d'apprentissage.	317

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

1989

25 avr. — Décision n° 29/MET/DPCEF portant ouverture de cahier de charges.	319
--	-----

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1989

21 avr. — Arrêté n° 162/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. MOSSO Kpanté.	320
21 avr. — Arrêté n° 163/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ADELE Issifou.	320
21 avr. — Arrêté n° 164/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. MONKOU Akpiti Kodjo.	320
21 avr. — Arrêté n° 165/MEF/CR accordant une majoration pour enfants.	320
21 avr. — Arrêté n° 166/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMEVIGBE Koffi Mensah.	321
25 avr. — Arrêté n° 167/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme DOGBE-TSOGBE Akuvi, épouse ASSIMPAH.	321

25 avr. — Arrêté n° 168/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme LACLE Agnèle Abouya Deladem, épouse ASSOGBAVI.	321
25 avr. — Arrêté n° 169/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BIKOR Agblehunzo Kouakou Jifanam.	321
25 avr. — Arrêté n° 172/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. GOUTA DAVI Kokou.	322
25 avr. — Arrêté n° 173/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. FARARA Badaka.	322
25 avr. — Arrêté n° 174/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. MAMAH Amadou.	322
25 avr. — Arrêté n° 175/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOMBATE Kolani.	322
25 avr. — Arrêté n° 176/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BLOAK Mamplémbé.	322
25 avr. — Arrêté n° 177/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BIDIWANA Dolou.	323
25 avr. — Arrêté n° 178/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu MEBA Tomekoyou Baloubiou.	323
25 avr. — Arrêté n° 179/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu SAMA Comlan.	323
25 avr. — Arrêté n° 180/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. NANTOB Igbanko.	324
25 avr. — Arrêté n° 181/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOMOU Tchaa.	324
27 avr. — Arrêté n° 182/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DJALOGUE Oudane.	324
27 avr. — Arrêté n° 183/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOGOE Ani Badanabendou.	324
27 avr. — Arrêté n° 184/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu APEDO-AMAH Touli Amavi (Moorhouse).	325
27 avr. — Arrêté n° 185/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOMBATE Lapague.	325
27 avr. — Arrêté n° 186/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu DJOSSOU Komlavi Eklou.	325
27 avr. — Arrêté n° 187/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme BOSSOU Ayaba Bossi, épouse GABA.	325
27 avr. — Arrêté n° 188/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AGBALA Abalo.	325
27 avr. — Arrêté n° 189/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DJONI Samina Kpénami.	325
27 avr. — Arrêté n° 190/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TCHANILE Tchakondorh.	326
27 avr. — Arrêté n° 191/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu DABLA Akouété.	326
27 avr. — Arrêté n° 192/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu BABA Nana Bamouni.	326
Arrêté n° 387/MEF/CR du 7 décembre 1977 portant concession d'une pension de retraite à M. KERIME Napo (rectificatif).	326
Arrêté n° 142/MEF/CR du 5 avril 1969 portant concession d'une pension de retraite à M. ADOROU-Wella (rectificatif).	326
Arrêté n° 142/MEF/CR du 5 avril 1969 portant concession d'une pension de retraite à M. DOSSOU Akpovi (rectificatif).	327

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

TAW LBASING (bilan au 30 septembre 1988).	327
B.C.C.I. (bilans au 30 sept. 87 et au 30 sept. 88).	326
Récépissés de déclaration d'associations	328
Avis de perte de Titres fonciers.	328

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 89-29 du 28 février 1989 portant application du schéma de libéralisation des échanges des produits originaires au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

— Vu le traité de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé le 28 mai 1975, notamment ses articles 12, 13, 15 et 18 ;

— Vu le protocole et le protocole additionnel relatifs à la notion de produits originaires ;

— Vu la décision A/DEC 8-5-79 du 28-5-79 portant consolidation des droits et taxes d'effet équivalent et des barrières non tarifaires ;

— la décision C/DEC 8-5-79 relative à la libéralisation du commerce des produits du cru ;

— Vu la décision A/DEC 8-5-80 relative à la libéralisation des échanges des produits industriels ;

— Vu la loi n° 58-36 du 3 mars 1958 portant refonte de la nomenclature du tarif ;

— Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes ;

— Vu le décret n° 88-193 du 19-12-88 portant restructuration du gouvernement ;

— Sur rapport du ministre de l'économie et des finances, président du comité national pour les affaires de la CEDEAO ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE

Article premier — Les produits du cru et de l'artisanat traditionnel originaires des Etats membres de la communauté sont immédiatement libéralisés.

Art. 2 — En application des décisions A/DEC 8/5/80 et C/DEC 4/5/82 de la conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les mesures suivantes sont prises:

a/ — Les barrières non tarifaires (licences, autorisations, contingentement et autres mesures de restriction) sont supprimées pour les échanges intracommunautaires des produits originaires.

b/ — Le ministre chargé du commerce et des transports est habilité à authentifier les certificats d'origine.

c/ — Les certificats de circulation sont délivrés par le ministère chargé de l'économie et des finances.

Art. 3 — Le ministre du commerce et des transports et le ministre de l'économie et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 février 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-30 du 1er mars 1989 portant création d'un office de notaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu le décret n° 60-29 du 13 février 1960 relatif au statut des notaires, modifié par le décret n° 63-48 du 2 mai 1963 ;

DECRETE :

Article premier — Il est créé un douzième office de notaire dont le siège est fixé à Lomé.

Art. 2 — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 mars 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-31/du 2 mars 1989 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu l'article 16 de la constitution,

Vu l'ordonnance n° 39 du 12 novembre 1973 instituant un code de sécurité sociale, notamment en son article 8 ;

Article premier — M. Koffi Kadanga Walla, ingénieur d'agriculture principal de 3e échelon ancien ministre, est nommé directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet à la date de sa signature, sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1er mars 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-32/du 7 mars 1989 modifiant le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988, portant restructuration du gouvernement

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu les articles 17 et 20 de la constitution;

D E C R E T E :

Article premier — Le paragraphe 3 de l'article 1er du décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement est annulé et remplacé par les dispositions suivantes:

Le ministère de la justice est provisoirement rattaché au ministère de l'intérieur et de la sécurité.

Le reste sans changement.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-33 du 8 mars 1989 fixant le traitement du directeur général de la C.N.S.S.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur rapport du ministre du travail et de la fonction publique;

Vu la constitution;

— **Vu l'ordonnance 39/73 du 12/11/73 portant code de sécurité sociale;**

— **Vu le décret n° 74/184/PR du 20/12/74 portant statut général des organismes para-administratifs;**

— **Vu le décret n° 82-53 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la C.N.S.S.;**

— **Vu l'arrêté conjoint n° 550 bis/MF/FP/T/MFE du 3 mai 1976 portant statut particulier du personnel de la C.N.S.S.;**

Le conseil des ministres entendu;

D E C R E T E :

Article premier — Le traitement du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale comprend:

- a) — un salaire de base brut mensuel;
- b) — des indemnités mensuelles de fonction, de logement et de représentation.

Art. 2 — Les montants des différentes rubriques du traitement du directeur général sont fixés comme suit:

- a) — salaire de base brut 300.000 F
- b) — INDEMNITES:
 - 1 — Indemnités de fonctions 20.000 F
 - 2 — Indemnités de logement 45.000 F
 - 3 — Indemnités de représentation 150.000 F

Art. 3 — Le présent décret sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 8 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-34 du 10 mars 1989 instituant des indemnités de risques et de vol aux hôtesses de l'air en service à la Présidence de la République.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la constitution de la République togolaise;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 68-137/MFP du 3 juillet 1968 instituant des indemnités de fonction et portant fixation d'un plafond pour les autres indemnités;

Vu le décret n° 73-149 du 31 juillet 1973 modifiant certaines dispositions du décret n° 68-137/PR/MFP du 3 juillet 1968 et établissant la liste des bénéficiaires de l'indemnité de fonction;

Le conseil des ministres entendu;

D E C R E T E :

Article premier — Il est alloué aux hôtesses de l'air affectées à l'avion de commandement du chef de l'Etat, une indemnité mensuelle de risque et de vol.

Art. 2 — Le taux de cette indemnité est fixé à vingt cinq mille (25.000) francs.

Art. 3 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de signature, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-35 du 13 mars 1989 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du royaume de Belgique et un représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu l'article 15 de la constitution.

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Agbénou Assiongbon, précédemment Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise auprès du royaume de Belgique et représentant permanent du Togo auprès de la C.E.E..

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-36 du 13 mars 1989 portant nomination**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 17 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86/109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 86-189 du 17 septembre 1986 portant organisation et attributions de la direction du contrôle financier ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Lalle Tankpadja, inspecteur central du trésor est nommé directeur du contrôle financier.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-37 du 13 mars 1989 portant nomination**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86/109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 86-188 du 17 septembre 1986 portant organisation et attributions de la direction du budget ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Nodzro Kokou Mawufe, inspecteur central du trésor 1^{re} classe 1^{er} échelon, est nommé directeur du budget.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-38 du 13 mars 1989 portant nomination**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République Togolaise ;

laisse ;
Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 85-02 du 10 janvier 1985 portant création ; attributions et organisation de la direction générale des impôts ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Tatcho Panessa, inspecteur des impôts est nommé directeur général des impôts.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-39 du 13 mars 1989 portant nomination**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86/109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 89-13 du 6 février 1989 portant organisation et attributions de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Gnassounou Senam, inspecteur central du trésor 1^{re} classe, 1^{er} échelon est nommé directeur général du trésor et de la comptabilité publique.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-40 du 13 mars 1989 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 86-110 portant organisation et attributions de la direction des pensions ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier M. Aguey Komi Kpadénou, inspecteur central du trésor est nommé directeur des pensions.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-41 du 13 mars 1989 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 87-10 du 17 février 1987 portant organisation et attributions de la direction de l'économie ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — Mme Freitas Tchotchovi Bilamini née Tete-Benissan, administrateur civil principal est nommée directeur de l'économie.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-42 du 13 mars 1989 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86/109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 87-97 du 25 mai 1987 portant organisation et attributions de la direction des finances ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Ahiakpor Komla, inspecteur principal du trésor est nommé directeur des finances.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989

Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-43 du 13 mars 1989 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition conjointe du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu les articles 15 et 16 de la constitution ;

Vu la loi organique n° 82-05 du 16 juin 1982 relative aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le décret n° 82-177 du 30 juin 1982 portant application des lois organiques relatives aux sociétés d'Etat, établissements publics à caractère économique et aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Nambea Kossi, administrateur civil (corps des inspecteurs d'assurances) est nommé directeur général du groupement togolais d'assurances (G.T.A.)

Art. 2 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 3 — Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat sont chargés de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-44 du 13 mars 1989 portant nomination

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 87-11 du 17 février 1986 portant organisation et attribution des assurances ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — Mme Dablaka Ayaba Dodzi, née Honliasso, administrateur civil principal est nommée directrice des assurances.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET n° 89-45 du 13 mars 1989 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances ;

Vu le décret n° 89-03 du 4 janvier 1989 portant modification du décret n° 87-12 du 17 février 1987 relatif à l'organisation et aux attributions de la direction des affaires communes ;

Vu le décret n° 88-193 du 19 décembre 1988 portant restructuration du gouvernement ;

D E C R E T E :

Article premier — M. Abotsi Kokou Gbomadou, administrateur civil principal est nommé directeur des affaires communes.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise

Lomé, le 13 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-46 PR du 16 mars 1989 portant création et Statuts du Centre de Recherches et d'Etudes de Langues : « village du Bénin ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment ses articles 15 et 20 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret 88-193/PR du 19 décembre 1988, portant restructuration du gouvernement ;

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Le conseil des ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé un centre de recherches et d'études de langues, établissement public, scientifique et culturel, à vocation régionale et internationale dénommé « village du Bénin » dont les statuts sont annexés au présent décret.

Son siège est à Lomé, République togolaise.

Art. 2 — Le village du Bénin est placé sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 3 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-47 du 16 mars 1989 autorisant l'achat par la République togolaise d'un immeuble urbain sis à Lomé — Nyékonakpoè

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution togolaise du 30 décembre 1979 ;

Vu le décret du 20 mai 1955 portant réorganisation de la propriété foncière et domaniale ;

Vu la lettre n° 326-C/INT/CAB du 28 novembre 1988 ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Le conseil des ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier — Est autorisé le contrat d'achat à passer entre le ministre de l'économie et des finances par délégation du président de la République, représentant la République togolaise et M. Ames Kokou, propriétaire, demeurant à Lomé, par lequel ce dernier cède à la République togolaise, un terrain bâti, de trois ares sept centiares (3 a 07 ca) pour le prix de douze (12.000.000) de francs CFA.

Art. 2 — Les dépenses afférentes à cet achat sont imputables sur les crédits du budget général n° 07-62-07-21-99 (dépenses diverses imprévues).

Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 16 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 89-48 du 16 mars 1989 ordonnant la publication du troisième protocole additionnel à la constitution de l'Union Postale Universelle, signé à Hambourg le 27 juillet 1984.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 88-13 du 13 octobre 1988 autorisant la ratification du troisième protocole additionnel à la constitution de l'Union universelle, signé à Hambourg le 27 juillet 1984;

D E C R E T E :

Article premier — Le troisième protocole additionnel à la constitution de l'union postale universelle signé à Hambourg le 27 juillet 1984 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 25 janvier 1989 sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 16 mars 1989
Général GNASSINGBE EYADEMA

UNION POSTALE UNIVERSELLE**DOCUMENTS DU CONGRES
DE HAMBURG 1984****TOME III**

Textes définitifs des actes signés à Hambourg et constitution de l'Union Postale Universelle modifiée par les protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984 décisions autres que celles modifiant les actes.

BERNE 1985**BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION
POSTALE UNIVERSELLE**

Constitution de l'Union Postale Universelle modifiée par les protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984

Constitution de l'Union Postale Universelle (modifiée par les protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984)¹,

TABLES DES MATIERES**Préambule****Titre I****Dispositions organiques****Chapitre I****Généralités****Art.**

1. Etendue et but de l'Union
2. Membres de l'Union
3. Ressort de l'Union
4. Relations exceptionnelles
5. Siège de l'Union
6. Langue officielle de l'Union
7. Monnaie type
8. Unions restreintes. Arrangements spéciaux
9. Relations avec l'Organisation des Nations Unies
10. Relations avec les organisations internationales

Chapitre II**Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union**

11. Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
12. Sortie de l'Union. Procédure

Chapitre III**Organisation de l'Union****Art.**

13. Organes de l'Union
14. Congrès
15. Congrès extraordinaires
16. Conférences administratives (Supprimé)
17. Conseil exécutif
18. Conseil consultatif des études postales
19. Commissions spéciales (Supprimé)
20. Bureau international

Chapitre IV**Finances de l'Union**

21. Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

Titre II**Actes de l'Union****Chapitre I****Généralités**

22. Actes de l'Union
23. Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales
24. Législations nationales

¹ Pour le Protocole additionnel de Tokyo 1969, voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 9 à 31. Pour le deuxième Protocole additionnel (Lausanne 1974), voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 23 à 25. Pour le troisième Protocole additionnel (Hambourg 1984), voir pages 25 à 28 du présent volume.

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

- 25. Signature, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- 26. Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- 27. Adhésion aux Arrangements
- 28. Dénonciation d'un Arrangement

Chapitre III

Modification des Actes de l'Union

Art.

- 29. Présentation des propositions
- 30. Modification de la Constitution
- 31. Modification du règlement général, de la convention et des arrangements

Chapitre IV

Règlement des différends

- 32. Arbitrages

Titre III

Dispositions finales

- 33. Mise à exécution et durée de la constitution

PROTOCOLE FINAL DE LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Art. unique. Adhésion à la constitution

CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE 1

Préambule

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique.

les Plénipotentiaires des gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

Titre I

Dispositions organiques

Chapitre I

Généralités

Article premier

Etendue et but de l'Union

1. Les pays qui adoptent la présente constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. L'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale.

3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres.

Article 2

Membres de l'Union

Sont Pays-membres de l'Union :

- a) les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution ;
- b) les pays devenus membres conformément à l'article 11.

Article 3

Ressort de l'Union

L'Union a dans son ressort :

- a) les territoires des Pays-membres ;
- b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union ;
- c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres.

Article 4

Relations exceptionnelles

Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article 5

Siège de l'Union

Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Berne.

Article 6

Langue officielle de l'Union

La langue officielle de l'Union est la langue française

Article 7

Monnaie type

Le franc pris comme unité monétaire dans les Actes de l'Union est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 8

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs Administrations postales si la législation de ces pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les actes auxquels les pays-membres intéressés sont parties.

1 Modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux congrès, conférences et réunions de l'Union, au Conseil exécutif ainsi qu'au Conseil consultatif des études postales 1.

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux congrès, conférences et réunions des Unions restreintes.

Article 9

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords dont les textes sont annexés à la présente Constitution.

Article 10

Relations avec les organisations internationales

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut collaborer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

Chapitre II

Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

Article 11

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par la voie diplomatique au gouvernement de la confédération suisse qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le gouvernement de la confédération suisse aux gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article 12

Sortie de l'Union. Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la constitution donnée par la voie diplomatique au gouvernement de la confédération suisse et par celui-ci aux gouvernements des pays-membres.

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le gouvernement de la confédération suisse de la dénonciation prévue au paragraphe 1.

Chapitre III

Organisation de l'union

Article 13

Organes de l'union

1. Les organes de l'union sont le congrès, le conseil consultatif des études postales et le bureau international.

2. Les organes permanents de l'union sont le conseil exécutif, consultatif des études postales et le bureau international. 1

Article 14

Congrès

1. Le congrès est l'organe suprême de l'union

2. Le congrès se compose des représentants des pays-membres.

Article 15

Congrès extraordinaires

Un congrès extraordinaire peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des pays-membres de l'union.

Article 16

Conférences administratives

(Supprimé 2)

Article 17

Conseil exécutif

1. Entre deux congrès, le conseil exécutif (CE) assure la continuité des travaux de l'union conformément aux dispositions des actes de l'union.

2. Les membres du conseil exécutif exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'union.

Article 18

Conseil consultatif des études postales

Le Conseil consultatif des études postales (CCEP) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et économiques intéressant le service postal 3.

1 Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Hambourg 1984.

2 Par le Congrès de Hambourg 1984.

3 Modifié par le Congrès de Tokyo 1969.

1 Modifié par le Congrès de Tokyo 1969.

Article 19

Commissions spéciales

(Supprimé 1)

Article 20

Bureau international 2

Un office central, fonctionnant au siège de l'union sous la dénomination de bureau international de l'union postale universelle, dirigé par un directeur général et placé sous le contrôle du conseil exécutif, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations postales.

Chapitre IV

Finances de l'union

Article 21

Dépenses de l'union. Contribution des pays-membres 3

1. Chaque congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre :

- a) annuellement les dépenses de l'union ;
- b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain congrès.

2. Le montant maximal des dépenses prévu au paragraphe 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du règlement général.

3. Les dépenses de l'union, y compris éventuellement les dépenses visées au paragraphe 2, sont supportées en commun par les pays-membres de l'union. A cet effet, chaque pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le règlement général.

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'union en vertu de l'article 11, le gouvernement de la confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le gouvernement du pays intéressé, la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'union.

Titre II

Actes de l'union

Chapitre I

Généralités

Article 22

Actes de l'union

1. La Constitution est l'acte fondamental de l'union. Elle contient les règles organiques de l'union.

2. Le règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la constitution et le fonctionnement de l'union. Il est obligatoire pour tous les pays-membres.

3. La convention postale universelle et son règlement d'exécution comportent les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres. Ces actes sont obligatoires pour tous les pays-membres.

4. Les arrangements de l'union et leurs règlements d'exécution règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres entre les pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.

5. Les règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la convention et des arrangements, sont arrêtés par les administrations postales des pays-membres intéressés.

6. Les protocoles finals éventuels annexés aux actes de l'union visés aux paragraphes 3, 4 et 5 contiennent les réserves à ces actes.

Article 23

Application des actes de l'union aux territoires dont un pays-membre assure les relations internationales

1. Tout pays peut déclarer à tout moment que l'acceptation par lui des actes de l'union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.

2. La déclaration prévue au paragraphe 1 doit être adressée au gouvernement :

- a) du pays siège du congrès, si elle est faite au moment de la signature de l'acte ou des actes dont il s'agit ;
- b) de la confédération suisse, dans tous les autres cas.

3. Tout pays-membre peut en tout temps adresser au gouvernement de la confédération suisse une notification en vue de dénoncer l'application des actes de l'union pour lesquels il a fait la déclaration prévue au paragraphe 1.

Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le gouvernement de la confédération suisse.

4. Les déclarations et notifications prévues aux paragraphes 1 et 3 sont communiquées aux pays-membres par le gouvernement du pays qui les a reçues.

5. Les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'union et dont un pays-membre assure les relations internationales.

Article 24

Législations nationales

Les stipulations des actes de l'union ne portent pas atteinte à la législation de chaque pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces actes.

1 Par le Congrès de Hambourg 1984

2 Modifié par le Congrès de Hambourg 1984

3 Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des actes de l'union

Article 25

Signature, ratification et autres modes d'approbation des actes de l'union

1. La signature des actes de l'union par les plénipotentiaires a lieu à l'issue du congrès.

2. La constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.

3. L'approbation des actes de l'union autres que la constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.

4. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la constitution ou n'approuve pas les autres actes signés par lui, la constitution et les autres actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article 26

Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des actes de l'union

Les instruments de ratification de la constitution, et éventuellement d'approbation des autres actes de l'union, sont déposés dans le plus bref délai auprès du gouvernement de la confédération suisse qui notifie ces dépôts aux pays-membres.

Article 27

Adhésion aux arrangements

1. Les pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des arrangements prévus à l'article 22, paragraphe 4.

2. L'adhésion des pays-membres aux arrangements est notifiée conformément à l'article 11, paragraphe 3.

Article 28

Dénonciation d'un arrangement

Chaque pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12.

Chapitre III

Modification des actes de l'union

Article 29

Présentation des propositions

1. L'Administration postale d'un pays-membre a le droit de présenter, soit au congrès, soit entre deux congrès, des propositions concernant les actes de l'union auxquels son pays est partie.

2. Toutefois, les propositions concernant la constitution et le règlement général ne peuvent être soumises qu'au congrès.

Article 30

Modification de la constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au congrès et relatives à la présente constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des pays-membres de l'union.

2. Les modifications adoptées par un congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce congrès, entrent en vigueur en même temps que les actes renouvelés au cours du même congrès.

Elle sont ratifiées aussitôt que possible par les pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

Article 31

Modification du règlement général, de la convention et des arrangements 1

1. Le règlement général, la convention et les arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

2. Les actes visés paragraphe 1. sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le congrès pour la mise à exécution de ces actes, les actes correspondants du congrès précédent sont abrogés.

Chapitre IV

Règlement des différends

Article 32

Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs administrations postales des pays-membres relativement à l'interprétation des actes de l'union ou de la responsabilité dérivant, pour une administration postale, de l'application de ces actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

Titre III

Dispositions finales

Article 33

Mise à exécution et durée de la constitution

La présente constitution sera mise en exécution le 1er janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays contractants ont signé la présente constitution en un exemplaire qui restera déposé aux archives du gouvernement du pays siège de l'union. Une copie en sera remise à chaque partie par le gouvernement du pays siège du congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Signatures : voir documents du congrès de Vienne 1964, tome III, pages 18 à 33.

1 Modifié par le Congrès de Tokyo 1969.

1 Modifié par le Congrès de Hambourg 1984.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE¹

Au moment de procéder à la signature de la constitution de l'union postale universelle conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article unique

Adhésion à la constitution

Les pays-membres de l'union qui n'ont pas signé la constitution peuvent y adhérer en tout temps. L'instrument d'adhésion est adressé par la voie diplomatique au gouvernement du pays siège de l'union et, par ce dernier, aux gouvernements des pays-membres de l'union.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du gouvernement du pays siège de l'union. Une copie en sera remise à chaque partie par le gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

Signatures : voir documents du Congrès de Vienne 1964, tome III, pages 35 à 50.

TROISIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les plénipotentiaires des gouvernements des pays membres de l'Union Postale Universelle, réunis en Congrès à Hamburg, vu l'article 30, paragraphe 2, de la constitution de l'Union Postale Universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification les modifications suivantes à ladite constitution.

Article I

(Article 13 modifié)

Organes de l'Union

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil exécutif, le conseil consultatif des études postales et le bureau international.
2. Les organes permanents de l'Union sont le conseil exécutif, le conseil consultatif des études postales et le bureau international.

Article II

Article 16

Conférences administratives

(Article 16 supprimé)

Article III

Article 19

Commissions spéciales

(Article 19 supprimé)

Article IV

(Article 20 modifié)

Bureau international

Un office central, fonctionnant au siège de l'union sous la dénomination de bureau international de l'union postale universelle, dirigé par un directeur général et placé sous le contrôle du conseil exécutif, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux administrations postales.

La constitution de l'union postale universelle a été conclue par le congrès de Vienne 1964 et figure dans le tome III des documents de ce congrès. Le premier protocole additionnel a été adopté au congrès de Tokyo 1969 et le deuxième au congrès de Lausanne 1974.

Article V

(Article 31 modifié)

Modification du règlement général, de la convention et des arrangements

1. Le règlement général, la convention et les arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.
2. Les actes visés au paragraphe 1 sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le congrès pour la mise à exécution de ces actes, les actes correspondants du congrès précédent sont abrogés.

Article VI

Adhésion au protocole additionnel et aux autres actes de l'union

1. Les pays-membres qui n'ont pas signé le présent protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les pays-membres qui sont parties aux actes renouvelés par le congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 sont adressés par la voie diplomatique au gouvernement de la confédération suisse qui notifie ce dépôt aux pays-membres.

Article VII

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la constitution de l'union postale universelle

Le présent protocole additionnel sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays-membres ont dressé le présent protocole si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la constitution et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du gouvernement de la confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque partie par le gouvernement du siège du congrès.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

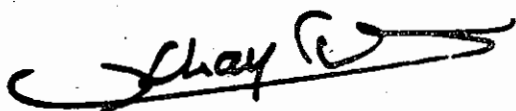
Voir les signatures ci-après.

Pour LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:

Pour LA THAÏLANDE:



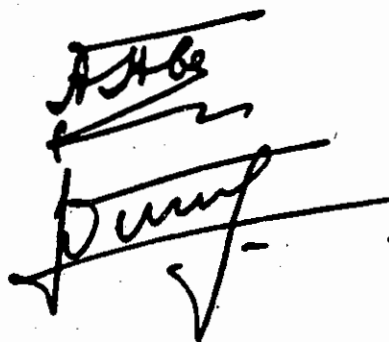
Pour LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:



Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE:



Pour LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:



Pour LE ROYAUME DES TONGA:



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotion

Arrêté n° 4-D-PR-MIN-DEF-NAT du 18-1-89 — Les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises et inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, sont promus aux grades ci-après à compter du 1er janvier 1989.

INFANTERIE TOGOLAISE

au grade d'adjudant-chef

Adjudant :

Afo Issaka mle 0473 1° B.I.

au grade d'adjudant

Sergents-chefs :

Tchékpi N'Zonou mle 0408 R.S.A.

Méréza Abalo mle 1646 R.G.P.

Amadou Soufouyana mle 0867 R.P.C.

au grade de sergent-chef

Sergents :

Lémou Pidenledini mle 0394 2° B.M.

Kpanté Ablessi mle 2552 R.G.P.

Tchango Alouan mle 2881 R.G.P.

Kodjo Kossivi mle 2368 F.I.R.

Adam Alidou mle 1226 R.P.C.

Dowonou Agossou mle 1460 R.P.C.

Kézié Zato mle 4391 3° R.I.A.

Nakongui Nassoma mle 1380 3° B.I.

Akéle Kondi mle 1292 Douane

Méléssiké Bassimtiyou mle 5563 R.S.A.

Nandogma Batayoma mle 0732 2° B.M.

Lambony Kounto mle 3362 R.G.P.

Sitikaré Sallé Arité mle 2149 R.P.C.

Palanga Abossisso mle 0282 Douane

Bénissa Daté Gbikpi mle 2231 3° R.I.A.

au grade de sergent

Caux et chefs :

N'Zonou Essolakina mle 2615 Escorte

Bondjaré Laatnag mle 3235 Escorte

Henry Kokou mle 0931 1° B.I.

Egbélou Yom mle 3044 F.I.R.

Agbotsou Komlan 1501 2° R.I.A.

Dabla Kwassi mle 0900 R.P.C.

Mala Kapokra mle 2143 3° R.I.A.

Kossi Pahapa mle 2539 Douane

Amouzouvi Ananivi mle 4192 R.S.A.

Lantoko Koffi mle 3524 R.G.P.

Passou Yaovi mle 3137 R.G.P.

Akala Kpona mle 1229 R.P.C.

Hézié Bényébanesso mle 4363 3° R.I.A.

Awesso Pagam Molomzém mle 4306 R.S.A.

Bamessouk Yamane mle 4550 2° B.M.

Tchagou Eyabanè mle 4513 F.I.R.

Anifrani Yawo mle 2318 R.P.C.

Nana Nassoma mle 4567 3° R.I.A.

Kodjo Ata Quam mle 4153 C.N.I.

Loagui Fordjoa mle 4565 R.S.A.

au grade de caporal-chef

Caporaux :

Pessé Pakoubolo mle 3148 R.G.P.

Katchoou Komlan mle 3086 R.G.P.

Nassam Ali mle 1887 F.I.R.

Kouyawa Patassikinim mle 4376 2° R.I.A.

Kézié Kondo mle 0958 R.P.C.

Nadjombé Koumitcha mle 2607 3° R.I.A.

Tchirao Tchamdja mle 2664 Douane

Afatchao Aholou mle 1758 R.S.A.

Adaménou Kodjo mle 0829 1° B.I.

Guéli Koffi mle 2355 2° B.M.

au grade de caporal

Soldats :

Alassani Adamou mle 2951 R.G.P.

Bahamé Massamasso mle 3025 R.G.P.

Djérougou Baguitatchian mle 2722 1° B.I.

Agolo Kossi mle 2702 1° B.I.

Bimizi Kalabiwé mle 6802 2° B.M.

Badjo Lémégah mle 6443 R.S.A.

Sogoyou Tchaa mle 6854 R.S.A.

Afo Ismola mle 5243 R.S.A.

Tangalba Mambia mle 5405 R.S.A.

Bodé Tchéro mle 6513 R.S.A.

Lakougnon Ezzo mle 7400 F.I.R.

Doufles Kokou mle 7223 F.I.R.

Tchangai Kpélenga mle 6933 3° R.I.A.

Makoley Ayaovi mle 0988 R.P.C.

Ahoro Kpatimbi mle 6990 R.P.C.

Kassoukama Bananbouata mle 5324 3° R.I.A.

Bawanam Ankou mle 6841 3° R.I.A.

Lawani Abrasizou mle 6703 C.N.I.

Adéwui Moussa mle 5164 3° B.I.

Tchalou Baoumondou mle 6925 2° Bureau

Yempapou Labdan mle 7076 2° Bureau

Akparé Limsou mle 4951 E.M.G.

Tchalim Eyamessim mle 6913 Douane

Layi Tchoyou mle 5345 R.G.P.

Assih Eyadounim mle 6397 R.G.P.

Adoyi Saïbou mle 2403 1° B.I.

Aton Agbégnigan mle 7126 R.S.A.

Narma Ata Poui mle 4446 F.I.R.

Magnang Essomézeou mle 4876 F.I.R.

Agnidouféi Alafa mle 5822 R.P.C.

M'Bélou Essossimna mle 5796 R.P.C.

Bamba Zakari mle 1044 3° R.I.A.

Issa Salissou mle 6594 3° R.I.A.

Nyasénou Amétowu mle 7799 2° Bureau

Kolani Trokikab mle 6020 1° B.I.

Ouro-Koura Semiou mle 5379 2° B.M.

Tchalim Mazabalo mle 5409 R.G.P.

Alassani Kpérou mle 2432 R.G.P.

Bananko N'Wédjome mle 5449 R.S.A.

Djangblégou Yempabe mle 7015 R.S.A.

Lissana Kaligora mle 7244 F.I.R.

Sakpohou Kodjo mle 7183 F.I.R.

Koriko Issaka mle 7985 F.I.R.

Bouyo Koffi mle 5875 R.P.C.

Laré Doma mle 5732 R.P.C.

Labanté Napo mle 6694 3° R.I.A.

Kayaba Natinlaba mle 5779 2° Bureau

Issa Nassirou mle 2895 R.G.P.

Napo Sakinzou mle 3216 R.G.P.

Adogo Komi mle 1503 R.S.A. (M.O.)

à l'emploi de 1re classe

2es classes :

Kaga Banima mle 6601 R.G.P.

Affoh-Ouro Gboro mle 2941 R.G.P.

Noumonvi Yédjénou mle 7103 R.S.A.

Fatibé Daré mle 3756 R.G.P.
 Samon Abalo mle 6829 2^e Bureau
 Simina Koffi mle 7457 1^e B.I.
 Dossou Kodjo mle 6106 2^e B.M.
 Magnibatou Tchalla mle 7407 F.I.R.
 Bessanvi Yao mle 7151 F.I.R.
 Tirinta Ahilimé mle 5999 2^e R.I.A.
 Bélézentom Séibou mle 6487 2^e R.I.A.
 Walada Tcha mle 5612 R.P.C.
 Songana N'Gagah mle 8077 R.P.C.
 Nuandi Ferdja mle 4571 3^e R.I.A.
 Massassaba Koffi mle 4434 3^e R.I.A.
 Tcharié Bendanadjazou mle 9577 C.N.I.
 Kpakpayourou Yao mle 7393 C.M.T.
 Assoti Eyovédéou mle 6405 1^e B.I.
 Télou Padirazouma mle 6891 Douane
 Motté Dzifanu mle 7793 E.M.G.

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

au grade de sergent-chef

Sergents :

Edoh Obubé mle 4988
 Bando Mawinaisso mle 1599

au grade de sergent

Caux et chefs :

Batawila Ali mle 6043
 Nyakpo Kwami mle 5561

au grade de caporal-chef

Caporaux :

Kondam Abi mle 6646
 Kouya Komlan mle 1787

au grade de caporal

Soldats :

Gnandi Alassani mle 5309
 Alassani Azissou mle 4685
 Médéyéle Bawanam mle 7414
 Ebouraima Moukaïla mle 4716

à l'emploi de 1^{re} classe

2^{es} classes :

Kakanou Kossi mle 7168
 Aya Amékomidiyanoa mle 6198

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

au grade de maître (sergent-chef)

Second-maitre :

Tchédré N'Simbila mle 4523

au grade de second-maitre (sergent)

Q.M. 1 :

Aladji Aklesso mle 4630

au grade de Q.M. 2 (caporal)

Matelots :

Sébabé Aminoulaye mle 6270
 Kpangué Yikpa mle 7996

à l'emploi de 1^{re} classe

2^{es} classes :

Ali Kégbaou mle 7449
 Togbey Kpatagnon mle 7722

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

au grade d'adjudant-chef

Adjudant :

Tchassim Sosso mle 077

au grade d'adjudant

M.D.L./chefs :

Assiongbo Adjanohe mle 554
 Taffa Inoussa mle 624

au grade de maréchal des logis-chef

M.D.L. :

Djonou Alouandja mle 737
 Bonfoh Boukari mle 814

au grade de maréchal des logis

G.A. 1^{re} classe :

Tchakou Tam mle 1226
 Déwa Essolakina mle 637

au grade de gendarme-adjoint de 1^{re} classe

G.A. 2^e classe :

Alawi Akawilou mle 1303
 Kondi Kpal mle 1369
 Ali Afégnidou mle 1251
 Tolou Agou mle 1431
 Gadigbé Kokou mle 1349

MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMEES TOGOLAISES

au grade d'adjudant-musicien

Sgt-chef-m. :

Téné Koténa mle 098/M

au grade de sergent-chef-musicien

Sergent-m. :

Laboé Kamba mle 120/M
au grade de sergent-musicien

Caporal-chef-m. :

Dignagou Djamba mle 207/M
au grade de caporal-chef-musicien

Caporal-m. :

Natadjou Yaovi mle 217/M
au grade de caporal-musicien

Soldat-m. :

Djanta Tchapo mle 226/M
à l'emploi de 1^{re} classe musicien

2^{es} classes-m. :

Bignan Adom mle 260/M
 Dayou Ayissa mle 267/M.

Arrêté n° 5-D-PR-MIN-DEF-NAT. du 27-1-89 — A compter du 1^{er} février 1989, les soldats de 2^e classe dont les noms suivent, sortant de l'école nationale technique de sous-officier d'active (ENTSOA) d'Issore (France) sont promus au grade de sergent dans les forces armées togolaises :

Agbévohia K. Nunyava mle 7607 R.S.A.
 Alakou Komlan mle 7619 R.S.A.
 Atty Iré-Ni-Ola mle 7613 R.S.A.
 Bassowa K. Kodjo mle 7614 R.S.A.
 Dayi Komlan mle 7606 R.S.A.
 Dzilla Kossi mle 7608 R.S.A.
 Gbéwadé Koffi mle 7611 R.S.A.
 Kawi Pamassi mle 7612 R.S.A.
 Tchao Patchonam mle 7610 R.S.A.
 Amah Awili mle 8662 R.S.A.
 Améwolo Kodjovi mle 8657 F.I.R.
 Asso Inoussa mle 8656 R.S.A.
 Babakoua Soga mle 8660 R.S.A.
 Kpotogbé Ayao mle 8659 R.S.A.
 Magnan Téi mle 8661 R.S.A.

Arrêté n° 6-D-PR-MIN-DEF-NAT. du 31-1-89 — Pour compter du 1^{er} juin 1987, l'adjudant-chef Brikan Pakoung Palapawi de la gendarmerie nationale togolaise, officier de l'ordre du Mono, coupable d'un acte contraire à l'honneur, est suspendu de l'ordre du Mono.

L'adjudant-chef Brikan Pakoung Palapawi est, en conséquence, suspendu des ordres nationaux et étrangers dont les décorations ont pu lui être conférées.

Décision n° 48-D-PR-MDN du 8-3-89 — Une somme de huit cent cinquante deux mille six cent cinquante quatre (852.654) francs représentant le montant de la transaction conclue, sera payée à titre exceptionnel par bon de caisse à M. Déghoé Ankoutsè, demeurant à Kpalimé quartier Totsoanyi B.P. 141, Kpalimé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1989, chapitre 20.00-00.69.10.

Décision n° 62-D-PR-DMN du 22-3-89 — Une somme de cent cinquante mille (150.000) francs représentant le montant des dommages-intérêts accordés à la partie civile, sera payée par bon de caisse à M. Mibib Layè, s/c de l'A.F.V.P., B.P. 131 à Dapaong victime de l'accident de la circulation survenu le 8 novembre 1984 à Mango.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1989, chapitre 20.00-00.69.10.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 388-MEF-FCS du 21-4-89 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET), de la somme de cinquante cinq millions trois cent cinquante cinq mille neuf cent quatre vingt cinq (55.355.985) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour le mois de décembre 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D ouvert dans les écritures du trésor public au nom de la RNET.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 388-MEF-FCS du 21-4-89 — Est autorisé le paiement de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs CFA, destinée au service de presse du Togo à Paris afin de lui permettre de poursuivre ses activités pour l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 64215-S ouvert au crédit Lyonnais, Wagran code 413, 73, avenue de Villiers 75017 Paris.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 393-MEF-FCS du 25-4-89 — Est autorisé le paiement à la société des produits laitiers du Togo (SOPROLAIT, SA), de la somme de vingt cinq millions (25.000.000) de francs CFA, représentant le remboursement du montant perçu à tort par le trésor public.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 402.300.625-N ouvert à la B.T.D. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 395-MEF-FCS du 25-4-89 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo (RNET), de la somme de trente neuf millions huit cent cinquante deux mille six cent dix (39.852.610) francs CFA représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour le mois d'octobre 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D ouvert dans les écritures du trésor public au nom de la RNET.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 397-MEF-FCS du 25-4-89 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), de la somme de cinq millions cinq cent cinquante huit mille sept cent quatre vingt dix sept (5.558.797) francs CFA, représentant le règlement des consommations de courant électrique des communes et préfectures pendant le mois de novembre 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 3160012447 ouvert à l'union togolaise de banque au nom de la CEET.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 42 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloquages de crédits

Décision n° 382-MEF-DCO du 21-4-89 — Il est mis à la disposition du centre national d'études et de traitements informatiques (CENETI), un crédit de huit millions (8.000.000) de francs CFA pour lui permettre de couvrir ses besoins en papier-ordinateur et en bulletins de solde et de pension.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 383-MEF-DCO du 21-4-89 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur, un crédit de quatre vingt onze mille sept cent soixante quinze (91.775) francs CFA pour la régularisation des frais engagés par la direction des finances lors de la tournée de contrôle et d'installation du nouvel agent spécial de Vogan et du déplacement de l'équipe de dépannage du coffre-fort à Mango.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 384-MEF-DCO du 21-4-89 — Il est mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine, un crédit de vingt cinq millions (25.000.000) de francs CFA en vue de faire face aux dépenses d'enlèvement, de magasinage, de transport, de distribution des vivres et équipements provenant des dons.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 23-00, paragraphe 99 (magasinage, transport et distribution de vivres).

Décision n° 385-MEF-DCO du 21-4-89 — Il est mis à la disposition de direction générale des affaires sociales, un crédit de six millions (6.000.000), de francs CFA pour lui permettre de régler partiellement les cas d'indigence retenus au cours de l'année 1988 et ceux de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 00419 ouvert dans les écritures du trésor public au nom de ladite direction.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 23, chapitre 95, article 00-00, paragraphe 65 (aides et subventions).

Décision n° 387-MEF-DCO du 21-4-89 — Il est mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, un crédit de sept millions huit cent trente mille cinq cent trente huit (7.830.538) francs CFA en vue d'effectuer des travaux d'aménagement et de renouvellement du mobilier dans son bureau.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 391-MEF-DCO du 25-4-89 — Il est mis à la disposition du directeur général des impôts, un crédit de vingt millions (20.000.000) de francs CFA pour lui permettre d'équiper les 5 nouvelles inspections des impôts en création à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 392-MEF-DCO du 25-4-89 — Il est mis à la disposition de la direction de la statistique, un crédit de treize millions huit cent quatre vingt six mille quatre cents (13.886.400) francs CFA pour l'entretien des bureaux de son département.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 31 (équipement des services).

Décision n° 394-MEF-DCO du 25-4-89 — Il est mis à la disposition de la direction de la statistique, un crédit de neuf millions neuf cent quarante quatre mille trois cent quarante cinq (9.944.345) francs CFA pour l'entretien et le nettoyage de l'immeuble abritant ladite direction.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Subvention

Décision n° 396-MEF-FCS du 25-4-89 — Une subvention de trois cent millions (300.000.000) de francs CFA est accordée à l'Hôtel du 2 Février au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée en trois tranches égales de cent millions (100.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 051 ouvert dans les écritures du trésor public au nom du ministère de l'environnement et du tourisme suivant les échéances ci-après mentionnées :

- 1re tranche fin mars 1989
- 2e tranche fin juin 1989
- 3e tranche fin septembre 1989.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion, 1989, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Admissions

Arrêté n° 287-MTFP du 17-4-89 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Yakpo Ankou Agbenyo, l'arrêté n° 1030-MTFP du 5 décembre 1988 portant nomination.

M. Yakpo Ankou Agbenyo, titulaire du BEPC et du BEPCM, et admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires (section des 14 et 15 avril 1987), est nommé dans la catégorie C en qualité d'aide-comptable mécanographe de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 26 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Intégration

Arrêté n° 288-MTFP du 17-4-89 — M. Kpéglo Kouami Mayi-Mava, n° mle 020706-C, conseiller adjoint d'orientation de 3e classe 4e échelon (catégorie A2 — indice 1400), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle III : promotion 1986-1988 (option : administration générale), est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1er juillet 1988 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 29 du budget général).

Pendant la durée de son stage M. Kpéglo Kouami Mayi-Mava est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1400 qu'il a atteint dans le corps des conseillers-adjoints d'orientation.

Arrêté n° 289-MTFP du 17-4-89 — Mlle Adjivon Afiavi Ahouansivi, n° mle 025062-G, monitrice de 3e classe 4e échelon (catégorie D — indice 390) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (enseignement technique, série concours — session d'octobre 1987), est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1988 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Titularisations

Arrêté n° 291-MTFP du 17-4-89 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Agbèrè-Oukpamblé N'déniw, n° mle 034655-Z, les arrêtés n° 402-MTFP du 8 juin 1988 et 761-MTFP du 15 septembre 1988 portant respectivement titularisation et avancement automatique d'échelons.

M. Agbèrè-Oukpamblé N'déniw, n° mle 034655-Z, ingénieur-mécanicien de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 1er septembre 1987 AC : 1 an.

M. Agbèrè-Oukpamblé N'déniw, est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 1er septembre 1988 AC : néant.

Arrêté n° 292-MTFP du 17-4-89 Est et demeure rapporté l'arrêté n° 400-MTFP du 8 juin 1988 portant titularisation.

M. Balo Komi Matiklu, n° mle 034884-E, médecin 3e échelon stagiaire du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 3 septembre 1987 (AC 1 an).

L'intéressé est élevé au 4e échelon de son grade à compter du 3 septembre 1988 (AC épuisée).

Détachement

Arrêté n° 293-MTFP du 18-4-89 — M. Pinto-Toyi Ahlin Kouanvi, n° mle 005016-A, ingénieur pédologue de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction de l'institut national des sols à Lomé, placé dans la position de détachement pour servir auprès du centre international pour le développement des engrais (IFDC) suivant arrêté n° 457-MTFP du 18 mai 1987, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de cinq (5) ans, valable du 15 avril 1989 au 4 avril 1994 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Pinto-Toyi seront à la charge du centre régional africain de l'I.F.D.C. et la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo sera imputable sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 58-III 3e alinéa (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Révocation

Arrêté n° 278-MTFP du 12-4-89 — M. Amégnidou Anani Yaovi, n° mle 020570-U, attaché d'administration de 1re classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au réseau des chemins de fer du Togo, est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension pour malversation et abandon de poste à compter du 14 février 1989.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 311-MTFP du 19-4-89 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police, relevant du ministère de l'intérieur et de la sécurité qui ont été temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêtés n°s 1064 et 34-MTFP des 21 décembre 1988 et 9 janvier 1989 sont rappelés à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité.

MM. Aniko Ahota, n° mle 008989-X, brigadier-chef de police principal 3e échelon

Pitaman Esso-Boyodouyen, n° mle 033908-W, gardien de la paix 2e échelon

Ouro-Nilé Aboubakari, n° mle 025868-W, gardien de la 5e échelon

Iyossou Koffi, n° mle 035115-D, gardien de la paix de 1er échelon stagiaire.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service des intéressés.

Arrêté n° 313-MTFP du 21-4-89 — M. Azoti S. Bawiloussim, n° mle 010238-Y, assistant médical de 1re classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, temporairement exclu de ses fonctions suivant arrêté n° 1021-MTFP du 30 novembre 1988 est rappelé à l'activité à compter du 31 janvier 1989 et remis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Arrêté n° 314-MTFP du 21-4-89 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, temporairement exclus de leurs fonctions suivant arrêté n° 1021-MTFP du 30 novembre 1988, sont rappelés à l'activité dans les conditions suivantes et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

30 janvier 1989

MM. Tchakam Nothan, n° mle 006942-G, prof. du CEG de 2e classe 4e échelon

Panga Kossi Pawolopoko, n° mle 028609-K, prof. de CEG de 2e classe 4e échelon

Tchikpendou A. Talboussouma, n° mle 028952-S, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon

Koeliwa Passang, n° mle 008583-H, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon

Simkpa Wiyao, n° mle 018894-G, instituteur de 2e classe 2e échelon

31 janvier 1989

MM. Tchangaï Tchaou, n° mle 004811-V, instituteur de 2e classe 3e échelon

Essohinou Assiki, n° mle 010775-Z, instituteur de 2e classe 3e échelon

Béléyi Akla-Esso, n° mle 018060-E, instituteur de 1re classe 2e échelon

Séou Egoulla, n° mle 013585-Z, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon

Mouzou Koutombo, n° mle 003068-W, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon.

Sanction disciplinaire

Arrêté n° 285-MTFP du 13-4-89 — M. Awidjolo Akpo Biram, n° mle 012919-R, professeur de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG d'Adjengré (Sotouboua) est temporairement exclu de ses fonctions pour une période de trois (3) mois pour comportement incompatible avec la fonction enseignante.

Pendant la durée de l'exclusion, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Bonification d'échelon

Arrêté n° 290-MTFP du 17-4-89 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Salah Efoé Kouassi, n° mle 008867-V, les arrêtés n°s 639-MTFP du 15 juillet 1987 et 999-MTFP du 9 octobre 1987 portant promotion et avancement automatique d'échelons.

M. Salah Efoé Kouassi, n° mle 008867-V, professeur des C.E.G. de 2e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle d'une durée d'un (1) an à la direction de la coopération et des relations internationales (service de la formation administrative) à Paris en France, est promu au grade de professeur des CEG de 1re classe 1er échelon (indice 1800) à compter du 30 juin 1984, date de retour de stage.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 21 septembre 1983, date du dernier avancement automatique de l'intéressé.

M. Salah Efoé Kouassi, n° mle 008867-V passe aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

21-9-85 — professeur des CEG de 1re classe 2e échelon

21-9-87 — professeur des CEG de 1re classe 3e échelon (indice 2000).

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRETE n° 13-METFP du 25 avril 1989 fixant les conditions de travail des apprentis et la forme du contrat d'apprentissage.

Le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 84-105-PR du 14 septembre 1984 restructurant le gouvernement ;

Vu le décret n° 85-181-PR du 20 décembre 1985 portant organisation du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

Vu la loi n° 88-16 du 23 novembre 1988 amendant la loi n° 83-20 du 20 juin 1983 portant adaptation et rénovation de l'apprentissage ;

*Vu les dispositions du code du travail :
Le conseil supérieur de la formation professionnelle entendu,*

A R R E T E :

Article premier — En application de la loi visée ci-dessus, le présent arrêté a pour objet de préciser les conditions de travail applicables aux apprentis et de fixer la forme du contrat d'apprentissage.

CHAPITRE I — Des conditions de travail des apprentis

Art. 2 — Conformément à l'article 12 de la loi précitée, la durée hebdomadaire de travail d'un apprenti ne peut être supérieure à quarante (40) heures, cours de formation compris.

Sur demande spéciale dûment motivée, des dérogations peuvent être accordées par le ministre chargé de la formation professionnelle. Ces dérogations ne peuvent toutefois excéder huit (8) heures par semaine.

Art. 3 — La journée de travail d'un apprenti ne peut débuter avant sept (7) heures et ne peut se prolonger au-delà de dix-neuf (19) heures.

Des dérogations à caractère saisonnier ou motivées par des circonstances exceptionnelles peuvent être accordées par le ministre chargé de la formation professionnelle. Ces dérogations ont toujours un caractère provisoire.

Art. 4 — Pour les apprentis, le repos hebdomadaire est obligatoire. Il est au minimum de vingt-quatre (24) heures consécutives par semaine. Il a lieu en principe le dimanche.

Pour des motifs nettement établis, des dérogations au principe du repos hebdomadaire obligatoire le dimanche peuvent être cependant accordées par le ministre chargé de la formation professionnelle.

Art. 5 — Les fêtes légales constituent, pour les apprentis, des jours fériés chômés.

Art. 6 — De même que les autres travailleurs, tout apprenti a droit à un congé calculé à raison de deux (2) jours et demi (1/2) par mois d'apprentissage effectif, période d'essai comprise, soit trente (30) jours par année d'apprentissage effectif.

Art. 7 — Pour le calcul de la durée du congé acquis, ne sont pas déduites les absences pour accident du travail ou maladie professionnelle, les périodes de repos des femmes en couches prévues aux articles ci-dessous ni, dans la limite de six (6) mois, les absences pour maladie dûment constatée par un médecin agréé.

De même et dans la limite de dix (10) jours par an et en l'absence de dispositions conventionnelles plus favorables, ne peuvent être déduites de la durée du congé acquis, les permissions exceptionnelles qui auront été accordées à l'apprenti à l'occasion d'événements familiaux le touchant directement. Par contre, les congés spéciaux accordés en sus des jours fériés pourront être déduits s'ils n'ont pas fait l'objet d'une compensation ou récupération des journées ainsi accordées.

Art. 8 — Le droit au congé est acquis normalement après une durée d'apprentissage effective d'un an.

Art. 9 — La jouissance effective du congé peut être reportée d'accord parties sans que la durée d'apprentissage effective ouvrant droit au congé puisse excéder quinze (15) mois.

Art. 10 — Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 112 et celles de l'article 113 du code du travail s'appliquent intégralement à la femme apprentie enceinte dont l'état a été constaté médicalement, soit :

— possibilité de quitter le maître d'apprentissage sans délai de préavis et sans obligation de paiement d'une indemnité de rupture de contrat ;

— droit de suspendre le travail quatorze (14) semaines consécutives dont six (6) semaines postérieures à l'accouchement et faculté de prolongation de trois (3) semaines en cas de maladie dûment constatée liée à la grossesse ou à l'accouchement ; au cours de cette période, le maître d'apprentissage ne peut, de sa propre initiative, résilier le contrat d'apprentissage,

— droit, pendant une période de quinze (15) mois suivant la naissance de l'enfant, à des repos pour allaitement, la durée totale de ces repos ne pouvant cependant dépasser une heure par jour de travail.

CHAPITRE II — De la forme du contrat d'apprentissage

Art. 11 — Conformément à l'article 9 de la loi, l'apprentissage fait l'objet d'un contrat écrit.

Art. 12 — Le contrat d'apprentissage est conforme au *contrat-type* annexé au présent arrêté.

Il est signé par :

- le maître d'apprentissage,
- l'apprenti,
- le père de l'apprenti ou, à défaut, sa mère ou son tuteur.

Il est visé par l'inspecteur du travail et des lois sociales de la zone de résidence du maître d'apprentissage.

Art. 13 — Le contrat d'apprentissage est établi en cinq (5) exemplaires ventilés comme suit :

- un pour le maître d'apprentissage ;
- un pour l'apprenti et sa famille ;
- un pour la caisse nationale de sécurité sociale (service des prestations familiales) ;
- un pour l'inspection du travail et des lois sociales de la zone de résidence du maître d'apprentissage ;
- un pour la direction de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Art. 14 — Le contrat d'apprentissage est obligatoirement accompagné des pièces suivantes :

a) pour l'apprenti :

- un extrait d'acte de naissance ou toute autre pièce pouvant en tenir lieu ;
- une attestation de niveau scolaire ;
- deux photos format identité ;
- deux photos format identité ;
- un certificat médical attestant l'aptitude à exercer le métier inscrit au contrat.

b) pour le maître d'apprentissage :

- un curriculum vitae détaillé ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;

- Pour participer, lorsque l'apprenti n'a pu être scolarisé ou a été insuffisamment scolarisé, aux cours d'alphabétisation fonctionnelle.
Désignation du centre d'alphabétisation fonctionnelle

Adresse :

Ces cours sont considérés, pour leur totalité, comme des heures normales de travail de l'apprenti et font partie intégrante des quarante heures hebdomadaires légales de travail (article 11 de la loi).

- d — Le maître d'apprentissage est tenu de présenter l'apprenti à l'examen correspondant à la spécialité et au niveau de qualification prévus au contrat : certificat de fin d'apprentissage officiel (C.F.A.) ou certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) organisés par le ministère chargé de la formation professionnelle (articles 11 et 17 de la loi).

- e — Le maître d'apprentissage s'oblige à se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives :

- aux conditions de travail des apprentis : horaires journaliers et hebdomadaires, repos hebdomadaire, et jours fériés, congés, périodes de repos des femmes enceintes, etc...

- au travail des femmes et des enfants et aux conditions d'hygiène et de sécurité dans les entreprises et, de façon générale, aux prescriptions et normes édictées par le code du travail.

Il ne doit notamment employer l'apprenti, pour les travaux et exercices qui se rattachent à l'exercice de sa profession, que dans la mesure de ses forces et de ses capacités physiques.

1.3. Obligations de l'apprenti et de son représentant légal :

- a — L'apprenti doit à son maître, dans le cadre de l'apprentissage, obéissance et respect. Il doit l'aider par son travail dans la mesure de ses aptitudes et de ses forces.

- b — Le représentant légal de l'apprenti s'engage à informer le maître d'apprentissage de toute absence de l'apprenti pour maladie ou autre cause et, de façon générale, de tout fait susceptible d'influer sur le déroulement de son apprentissage.

1.4. Résiliation du contrat d'apprentissage :

- a — La résiliation du contrat, au cours des trois premiers mois d'apprentissage, ne donne lieu à aucune indemnité.

- b — Passé ce délai, la résiliation ne peut intervenir que :

- sur accord exprès des cosignataires ;
- sur décision de l'autorité administrative ou judiciaire compétente en cas de faute grave ou de manquements répétés de l'une des parties à ses obligations ;

- sur décision des mêmes autorités en cas d'inaptitude de l'apprenti à exercer le métier inscrit au contrat (article 18 de la loi).

- c — La rupture abusive du contrat par l'une des parties ouvre droit pour l'autre partie à des dommages-intérêts (article 18 de la loi).

- d — Le règlement amiable des différends relatifs au contrat d'apprentissage peut toujours intervenir. La conciliation entre les parties peut avoir lieu avec le concours :

- des conseillers de l'apprentissage et de la formation professionnelle,
- des inspecteurs du travail et des lois sociales.

- e — La juridiction compétente pour régler les conflits relatifs au contrat d'apprentissage est le tribunal du travail.

II — CLAUSES PARTICULIERES (FACULTATIVES)

II.1. Rémunération de l'apprenti :

Le maître d'apprentissage s'engage à accorder à l'apprenti les avantages en nature suivants :

.....
et à lui verser une allocation mensuelle fixée à :

II.2. Autres

- a — *Frais de cérémonies (éventuels) :*

- b — *Droits versés (éventuels) :*

- c — *Autres clauses particulières :*

Fait en cinq (5) exemplaires (1)

A, le

L'apprenti,

Le représentant légal de l'apprenti,
Le maître de l'apprentissage,

Vu et enregistré le :

Sous le numéro :

(1) Les cinq (5) exemplaires sont ventiles comme suit :

- un (1) exemplaire pour le maître d'apprentissage,
- un (1) exemplaire pour l'apprenti et sa famille,
- un (1) exemplaire pour la caisse nationale de sécurité sociale (service des prestations familiales)
- un (1) exemplaire pour l'inspection du travail et des lois sociales,
- un (1) exemplaire pour la direction de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels au ministère chargé de la formation professionnelle.

ARRETE n° 14-METFP du 25 avril 1989 fixant la durée de l'apprentissage selon les différents corps de métiers

Le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 84-165-PR du 13 septembre 1984 restructurant le gouvernement ;

Vu le décret n° 85-181-PR du 20 décembre 1985 portant organisation du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

Vu la loi n° 88-16 du 23 novembre 1988 amendant la loi n° 83-20 du 20 juin 1983 portant adaptation et rénovation de l'apprentissage ;

Le conseil supérieur de la formation professionnelle entendu,

Article premier — Conformément à l'article 3 de la loi visée ci-dessus, la durée de l'apprentissage est fixée selon les corps de métiers.

Art. 2 — Les spécialités professionnelles exercées au Togo et faisant l'objet d'un apprentissage sont réparties dans les sept (7) catégories ou corps de métiers suivants :

- 1re catégorie : métiers de l'alimentation ;
- 2e catégorie : métiers de bâtiment et connexes ;
- 3e catégorie : métiers du bois et de l'ameublement ;
- 4e catégorie : métiers des métaux, de la mécanique et de l'électricité-électronique ;
- 5e catégorie : métiers de l'habillement, du cuir et des textiles ;

— 6e catégorie : métiers de l'hygiène et des soins corporels ;

— 7e catégorie : métiers d'artisanat et métiers divers.

La liste indicative des spécialités professionnelles et leur classification dans ces catégories figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3 — Les durées minimale et maximale de l'apprentissage, pour chacune des catégories professionnelles ci-dessus, sont fixées comme indiqué à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 4 — Toutefois, la durée de l'apprentissage minimale ou maximale peut, en cas de besoin spécifique, faire l'objet d'une décision particulière prise par le ministre chargé de la formation professionnelle.

Art. 5 — La durée d'apprentissage minimale pour une catégorie professionnelle considérée peut être réduite d'une période allant de six (6) mois à un (1) an si l'apprenti est titulaire d'un diplôme de fin de cycle d'enseignement technique relevant de la même catégorie.

Art. 6 — Conformément à l'article 17 — alinéa 2 — de la loi, en cas d'échec de l'apprenti à l'examen de fin de formation, la durée d'apprentissage initialement prévue au contrat peut, si les parties concernées le désirent, être prorogée pour la période conduisant à la session suivante de cet examen.

Art. 7 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 8 — Le directeur de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature

Lomé, le 25 avril 1989

Koffi O, Edoh

ANNEXE 1 à l'arrêté n° 14-METFP

DUREE DE L'APPRENTISSAGE SELON LES DIFFERENTS CORPS DE METIERS

Catégorie Professionnelle	Corps de métiers	Durée d'apprentissage	
		Minimale	Maximale
1re	Alimentation	1 an	1 an
2e	Bâtiment et connexes	3 ans	4 ans
3e	Bois et ameublement	3 ans	4 ans
4e	Métaux, mécanique et électricité-électronique	3 ans	4 ans
5e	Habillement, cuir et textiles	2 ans	3 ans
6e	Hygiène et soins corporels	2 ans	3 ans
7e	Artisanat d'art et divers	2 ans	4 ans

**ANNEXE 2 à l'arrêté n° 14-METFP
CLASSIFICATION PROVISOIRE DES SPECIALITES
PROFESSIONNELLES
FAISANT L'OBJET D'UN APPRENTISSAGE**

- I — 1re catégorie : métiers de l'alimentation**
- 1 — Boulanger
 - 2 — Pâtissier
 - 3 — Boucher
 - 4 — Cuisinier de restauration
 - 5 — Commis-serviteur de restaurant
- II — 2e catégorie : Métiers du bâtiment et connexes**
- 6 — Carreleur
 - 7 — Ferrailleur
 - 8 — Maçon
 - 9 — Plombier
 - 10 — Peintre en bâtiment
 - 11 — Staffeur-poseur de plafonds
 - 12 — Electricien du bâtiment
 - 13 — Dessinateur en bâtiment
 - 14 — Topographe-dessinateur en bâtiment
- III — 3e catégorie : métiers du bois et de l'ameublement**
- 15 — Menuisier (du bâtiment et d'ameublement)
 - 16 — Menuisier-charpentier
 - 17 — Ebéniste
 - 18 — Tourneur sur bois
 - 19 — Sculpteur sur bois
 - 20 — Tapissier-garnisseur
 - 21 — Vannier-rotinier d'ameublement
 - 22 — Fabricant de mobilier métallique
- IV — 4e catégorie : métiers des métaux, de la mécanique et de l'électricité-électronique**
- 23 — Tôlier-carrossier automobile
 - 24 — Soudeur
 - 25 — Chaudronnier
 - 26 — Serrurier-ferronnier
 - 27 — Monteur en charpente métallique
 - 28 — Menuisier en métal (fer, aluminium)
 - 29 — Forgeron
 - 30 — Etameur-ferblantier
 - 31 — Mécanicien de mécanique générale
 - 32 — Mécanicien ajusteur-tourneur
 - 33 — Mécanicien réparateur automobile
 - 34 — Electricien automobile
 - 35 — Peintre automobile
 - 36 — Mécanicien réparateur de cycles et motocycles
 - 37 — Mécanicien réparateur de machines de bureau
 - 38 — Mécanicien réparateur de machines à coudre
 - 39 — Electricien d'équipement industriel
 - 40 — Electricien d'équipement-courants faibles
 - 41 — Electro-mécanicien
 - 42 — Electricien-bobinier
 - 43 — Electricien réparateur d'appareils ménagers
 - 44 — Monteur-dépanneur radio télévision
 - 45 — Monteur-dépanneur frigoriste (frois domestique et climatisation)

V — 5e catégorie : métiers de l'habillement, du cuir et des textiles

- 46 — Couturière pour dames
- 47 — Tailleur pour hommes
- 48 — Brodeuse
- 49 — Blanchisseur-teinturier
- 50 — Blanchisseur-repasseur
- 51 — Tisserand
- 52 — Cordonnier-savetier-babouchier
- 53 — Bourrelier-marochinier
- 54 — Sellier garnisseur

VI — 6e catégorie : métiers de l'hygiène et des soins corporels

- 55 — Coiffeur pour hommes
- 56 — Coiffeur pour dames
- 57 — Esthéticienne
- 58 — Masseur-Kinésithérapeute
- 59 — Prothésiste dentaire
- 60 — Mécanicien orthopédiste

VII — 7e catégorie : métiers d'artisanat d'art et métiers divers

- 61 — Potier-céramiste
- 62 — Fabricant d'objets d'artisanat (en bronze, ivoire, corne ou écaille)
- 63 — Photographe
- 64 — Bijoutier
- 65 — Horloger
- 66 — Imprimeur-typographe
- 67 — Compositeur-typographe
- 68 — Relieur
- 69 — Chauffeur
- 70 — Chauffeur-transporteur.

ARRETE n° 15-METFP du 25 avril 1989 fixant les droits et frais divers relatifs au contrat d'apprentissage

Le ministre de l'enseignement technique
et de la formation professionnelle,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

*Vu le décret n° 84-165-PR du 13 septembre 1984
restructurant le gouvernement ;*

*Vu le décret n° 85-181-PR du 20 décembre 1985 portant
organisation du ministère de l'enseignement technique
et de la formation professionnelle ;*

*Vu la loi n° 88-16 du 23 novembre 1988 amendant
la loi n° 83-20 du 20 juin 1983 portant adaptation et
renovation de l'apprentissage ;*

*Le conseil supérieur de la formation professionnelle
entendu,*

Article premier — Conformément à l'article 15 de la loi visée ci-dessus, dans les professions artisanales où cette pratique est d'usage courant, les frais occasionnés par les cérémonies marquant le début et la fin de l'apprentissage sont à la charge de la famille de l'apprenti.

Ces frais comprennent la totalité des charges en nature ou en espèces occasionnées par chacune de ces deux cérémonies. Ils ne doivent pas excéder les sommes de deux mille cinq cents francs (2.500 F) pour les cérémonies de début et sept mille cinq cents francs (7.500 F) pour celles de la fin de l'apprentissage.

Art. 2 — En application de l'article 16 de la loi, les droits d'apprentissage que peut percevoir le maître ne peuvent être supérieurs à un montant fixé selon les corps de métiers ou catégories professionnelles conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Les corps de métiers ou catégories professionnelles regroupent les spécialités professionnelles conformément à la liste annexée à l'arrêté n° 89-14-METFP fixant la durée de l'apprentissage selon les différents corps de métiers.

Art. 3 — Tous autres droits qui seraient perçus par le maître d'apprentissage pendant ou après le

temps d'apprentissage sont interdits et passibles des sanctions prévues par l'article 16 de la loi.

Art. 4 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 5 — Le directeur de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature.

Lomé, le 25 avril 1989

Koffi O. Edoh

ANNEXE à l'arrêté n° 15-METFP
Droit et frais divers d'apprentissage

Catégorie professionnelle	Corps des métiers	Montants maxima autorisés			
		Frais cérémonie de début	Frais cérémonie de sortie	Droits d'apprentissage	TOTAL
1re	Alimentation	2.500	7.500	8.000	18.000
2e	Bâtiments et connexes	«	«	12.000	22.000
3e	Bois et ameublement	«	«	12.000	22.000
4e	Métaux, mécanique et électricité + électronique	«	«	12.000	22.000
5e	Habillement, cuir et textiles	«	«		
	— Couturières et tailleurs			15.000	25.000
	— Couturières brodeuses et tailleurs brodeurs			18.000	28.000
	— Autres			15.000	25.000
6e	Hygiène et soins corporels	«	«		
	— Coiffeuses cat. A			20.000	30.000
	— Autres	«	«	15.000	25.000
7e	Artisanat d'art et divers	«	«	15.000	25.000

N. B. — Les montants maxima indiqués ci-dessus comprennent la totalité des frais de cérémonies et des droits versés au cours de l'exécution du contrat.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

DECISION n° 29-MET-DPCEF portant ouverture de de cahier de charges

Le ministre de l'environnement et du tourisme

Vu le décret n° 87-24 du 12 mars 1987 portant restructuration du gouvernement ;

Vu le décret n° 88-87 du 9 mai 1988 portant attributions et organisation du ministère de l'environnement et du tourisme ;

Vu le décret du 5 février 1988 portant organisation du régime forestier au Togo ;

Vu le décret n° 84-86 du 17 avril 1984 portant réglementation de l'exploitation forestière au Togo ;

Vu l'arrêté n° 23-MAR-FCE du 29 juillet 1983 portant fixation des taxes d'abattage d'arbres et des redevances forestières des bois d'œuvre et des produits secondaires commercialisables ;

Sur proposition du directeur de la protection et du contrôle de l'exploitation de la flore,

Article premier. — Il est ouvert un cahier de charges relatif à la vente par soumission des grumes de bois rouges et de bois blancs provenant des travaux de dégageage effectués sur la ligne téléphonique Kpalimé-Atakpamé.

TITRE PREMIER

Dispositions relatives à la constitution des lots, aux soumissions, ventes et enlèvements.

Art. 2 — Les offres feront exclusivement l'objet d'adjudications au plus offrant. Elles sont réparties en quatre (4) lots à savoir :

- a) Lot n° 1 : Bois d'Iroko
 - Trente cinq (35) grumes disponibles
 - Circonférence allant de 1,50 à 4,50 mètres
 - Fût de 4,00 à 12,00 mètres
 - Volume = 222 mètres cubes.
- b) Lot n° 2 : Bois d'Acajou
 - Douze (12) grumes disponibles
 - Circonférence allant de 1,70 à 6,00 mètres
 - Fût de 4,50 à 10,00 mètres
 - Volume = 78 mètres cubes
- c) Lot n° 3 : Bois blancs.
 - Vingt (20) grumes disponibles
 - Circonférence allant de 1,20 à 4,50 mètres
 - Fût de 5,00 à 15,80 mètres
 - Volume = 129 mètres cubes
- d) Lot n° 4 : Bois divers
 - Deux (2) grumes disponibles
 - Circonférence allant de 2,30 à 3,35 mètres
 - Fût de 6,00 à 10,00 mètres
 - Volume = 9 mètres cubes.

Art. 3 — Les lots peuvent être consultés sur le terrain sur indications du directeur régional de l'environnement des Plateaux à Atakpamé, Tél. : 40-00-09. Ils sont indissociables et peuvent être enlevés par un seul soumissionnaire.

Toutefois, les offres restent subordonnées aux conditions ci-après :

1° — L'adjudicataire est tenu de payer la totalité des redevances afférentes à l'exploitation des bois enlevés avant le sciage. Le barème applicable est celui fixé par l'article 3 de l'arrêté n° 23-MAR-FCE du 29 juillet 1983 :

- Bois rouges : 6.500 Frs/m³
- Bois blancs : 4.250 Frs/m³
- Bois divers : 3.500 Frs/m³

Lorsque le délai de paiement aura excédé la période d'un (1) mois à compter de la date d'enlèvement, une taxe de dépréciation matérielle dont le montant égal à 20 % des redevances dues sera imputées aux charges de l'adjudicataire en cas de désistement.

2° — Parallèlement aux redevances ci-dessus mentionnées, l'adjudicataire devra verser des primes de propriété aux terriens. Cette obligation n'engage pas l'administration forestière.

TITRE DEUX

Dispositions relatives à la transformation des bois enlevés.

Art. 4 — Le soumissionnaire ne pourra transformer que les bois qu'il a enlevés. L'utilisation des tronçonneuses mécaniques comme matériel de sciage est formellement interdite. Le délai de sciage et d'évacuation des produits ne dépassera pas trois (3) mois lorsque la transformation a lieu sur place et un (1) mois au cas où elle doit s'effectuer dans une scierie ailleurs.

TITRE TROIS

Dispositions diverses

Art. 5 — Tout enlèvement sera majoré de 10% du montant des redevances à payer à titre de frais généraux.

Art. 6 — Les soumissions devront comporter obligatoirement les renseignements suivants :

- La liste détaillée des moyens matériels (outillage et véhicules) dont dispose le soumissionnaire.
- La liste nominative des ouvriers qui seront affectés à l'exécution des travaux d'enlèvement et de transformation des bois sur le chantier.
- La destination des produits issus du sciage.

Art. 7 — Les risques de chantier n'engagent pas l'administration forestière.

Art. 8 — Le présent cahier de charges pourra être consulté :

- 1° — à la direction de la protection et du contrôle de l'exploitation de la flore (ancienne direction des forêts et chasses) B.P. : 355 — Lomé
Tél. : 21-40-28.
- 2° — à la direction régionale de l'environnement des Plateaux, B.P. : 05 — Atakpamé —
Tél. : 40-00-09.
- 3° — aux bureaux de l'environnement des préfectures de Koto à Kpalimé, d'Amou à Amlamé, de Haho à Notsé et de Wawa à Badou.

Art. 9 — Les soumissions établies en langue française et en trois (3) exemplaires seront déposées sous pli fermé au cabinet du ministre de l'environnement et du tourisme, BP. 3.114-Lomé — Tél. : 21-53-52/52-85 au plus tard le 15 mai 1989 avant 17 heures, contre remise d'une somme de dix mille (10.000) francs.

Art. 10 — La présente décision qui prend effet pour compter de la date de signature sera enregistrée et publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 avril 1989

Y. Komlavi

DIVERS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 162-MEF-CR du 21-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de neuf cent soixante quatorze mille huit cent quarante (974.840) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Mosso Kpanté, inspecteur de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 2050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Mosso Kpanté pour compter du 1^{er} janvier 1989, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 7 septembre 1962

Akime, née le 6 novembre 1964

Akuvi née le 20 décembre 1965

Adja née le 24 janvier 1967

Tchontchoko, né le 9 mars 1968

Larba, née le 11 mars 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante trois mille sept cent douze (243.712) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989.

M. Mosso Kpanté pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Sampè, née le 10 avril 1974

Sika, née le 27 mars 1978.

Arrêté n° 163-MEF-CR du 21-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent quatre mille deux cents (404.200) francs pour compter du 1^{er} juillet 1988 et de quatre cent vingt quatre mille quatre cent douze (424.412) francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Adalé Issifou, maréchal-des-logis-chef 4^e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 850) admis à la retraite.

M. Adalé Issifou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Yacoubou, né le 10 avril 1968

Alima, née le 16 août 1971

Bibetou, née le 16 mars 1973

Mouni, née le 25 mai 1975

Arouna, né le 10 décembre 1977

Mariama, née le 8 janvier 1981

Falilatou, née le 26 août 1984.

Arrêté n° 164-MEF-CR du 21-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) dont 49% imputable à la C.R.T. est allouée à M. Monkou Akpiti Kodjo, instituteur-principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1450) admis à la retraite.

Le montant de ladite pension est fixé à cinq cent soixante trois mille cent huit (563.108) francs pour compter du 1^{er} octobre 1988, cinq cent quatre vingt et un mille neuf cent soixante douze (581.972) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989 et payable comme suit :

— dix huit mille huit cent soixante quatre (18.864) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989 sur les fonds de la C.N.S.S.

— Cinq cent soixante trois mille cent huit (563.108) francs pour compter du 1^{er} octobre 1988 sur les fonds de la C.R.T.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551-MJFPT-MFE du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la C.N.S.S. pour la quote-part qui revient à cette dernière.

Il est également attribué à M. Monkou Akpiti Kodjo une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale servie sur les fonds de la C.R.T. au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Adjoavi, née le 8 juin 1964

Kossi, né le 17 juillet 1966

Bayivi née le 18 janvier 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante six mille trois cent douze (56.312) francs pour compter du 1^{er} octobre 1988.

M. Monkou Akpiti Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Dossou né le 11 août 1975

Dohoe, née le 11 août 1975.

Arrêté n° 165-EMF-CR du 21-4-89 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. Alabi Katakiti Affo, caporal-chef 5^e échelon n° mle 27992 du corps du personnel des forces armées togolaises, une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236.972) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kossobouré, née le 3 décembre 1967
 Gado, né le 15 juin 1970
 Bayébati, né le 12 juillet 1970
 Batigi, né le 15 septembre 1970
 Nannan, née le 13 juillet 1972

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante sept mille trois cent quatre vingt seize (47.396) francs pour compter du 1er janvier 1989.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, M. Alabi Katakiti Affo ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1er janvier 1989.

Arrêté n° 166-MEF-CR du 21-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de un million cent dix sept mille quatre cent quatre vingt seize (1.117.496) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Amevighé Koffi Mensah, inspecteur de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 2350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Amevighé Koffi Mensah pour compter du 1er janvier 1989 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Abravi, née le 10 juillet 1962
 Kafui, née le 3 avril 1965
 Kudzo-Ganyo, né le 28 février 1966
 Koffi, né le 13 janvier 1967
 Kossi, né le 12 mars 1967
 Kossiwa, née le 22 juin 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent soixante dix neuf mille trois cent soixante seize (279.376) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Amevighé Koffi Mensah pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 16 mai 1970
 Adjovi née le 1er décembre 1970
 Yao, né le 12 août 1971
 Akou, né le 11 avril 1979.

Arrêté n° 167-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de cinq cent onze mille neuf cent quatre vingt huit (511.988) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme Dogbé-Tsogbé Akuvi, épouse Assimpah, institutrice-adjointe de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 950), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Dogbé-Tsogbé Akuvi, épouse Assimpah pour compter du 1er janvier 1989 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Essi, née le 20 novembre 1960
 Kossi, né le 31 mars 1963
 Yawa, née le 20 mai 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante et un mille deux cents (51.200) francs pour compter du 1er janvier 1989.

Arrêté n° 168-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de trois cent quatre vingt deux mille trois cent vingt huit (382.328) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme Laclé Agnélé Abouya Deladem, épouse Assogbavi, préposée des P.T.T. de classe exceptionnelle du corps du personnel des P.T.T. (indice 670) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Arrêté n° 169-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de neuf cent trois mille cinq cent huit (903.508) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Bikor Agblehunzo Kouakou Jifanam, inspecteur de 2e classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1900), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Bikor Agblehunzo Kouakou Jifanam pour compter du 1er janvier 1989 une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Ablawa, née le 28 juin 1966
 Adjoaga, née le 11 novembre 1968
 Ameyo, née le 12 juin 1971
 Kodzovi, né le 25 décembre 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente cinq mille cinq cent vingt huit (135.528) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Bikor Agblehunzo Kouakou Jifanam pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 8e rang) ci-après désignés :

Akpé, née le 15 avril 1974
 Abravi, née le 14 octobre 1980
 Khékéli, née le 13 décembre 1985
 Edoh, né le 3 septembre 1988.

Arrêté n° 172-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de trois cent cinquante mille trois cent six (350.306) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Gouta Davi Kokou, maréchal-des-logis-chef 4e échelon n° mle 609 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1988.

M. Gouta Davi Kokou pourra prétendre, pour compter du 1er août 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Kokouvi, né le 21 février 1973
 Gamelé, né le 14 mai 1974
 Tabo, né le 5 juin 1974
 Sédjro, né le 28 avril 1975
 Mawouto, né le 10 janvier 1976
 Akofa, née le 15 mars 1977
 Akossiawavi, née le 11 juillet 1982
 Akoua, née le 27 août 1986.

Arrêté n° 173-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236.972) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Farara Badaka, caporal-chef 5e échelon n° mle 0693 du corps du personnel du centre national d'instruction (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Farara Badaka pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 11e rang) ci-après désignés :

Katanga, né le 23 février 1974
 Tchâa, né le 4 avril 1974
 Koudjoukalo, née le 12 avril 1976
 Tchilalo, née le 6 septembre 1976
 Aladéko, né le 8 juin 1978
 Esso-Eyodou, né le 23 novembre 1979
 Pitalouani, né le 25 juin 1981
 Binibè, née le 25 avril 1982
 Ataanam, née le 10 octobre 1983
 Hodalo, née le 4 février 1985
 Maniyassouwè, née le 19 mai 1987.

Arrêté n° 174-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cinq cent trente deux mille cinq cent quatre vingt seize (532.596) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Mamah Amadou, adjudant 3e échelon n° mle 529 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Mamah Amadou pour compter du 1er novembre 1988, une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Zinnébou, née le 7 octobre 1966
 Adizatou, née le 9 août 1968
 Karamon, né le 26 octobre 1971,

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille deux cent soixante (53.260) francs pour compter du 1er novembre 1988.

M. Mamah Amadou pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 5e rang) ci-après désignés :

Fatia, née le 28 février 1974
 Yabah, née le 2 juin 1978.

Arrêté n° 175-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille soixante quatre (355.064) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kombaté Kolani, maréchal-des-logis du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kombaté Kolani pour compter du 1er novembre 1988 une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Bamili, née le 13 décembre 1966
 Yendouko, né le 5 décembre 1967
 Noumouboua, née le 28 octobre 1969
 Langbatpe, né le 14 juillet 1970
 Lankwab, née le 9 novembre 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante onze mille seize (71.016) francs pour compter du 1er novembre 1988.

M. Kombaté Kolani pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 16e rang) ci-après désignés :

Foinam, né le 17 septembre 1973
 Kanfitin, née le 10 novembre 1973
 Damigou, née le 25 juin 1974
 Falandè, née le 14 avril 1976
 Bamitié, née le 15 juillet 1978
 Labeyouloume, née le 2 octobre 1980
 Poudan, née le 18 mars 1982
 Mintoupe, née le 16 octobre 1982
 Bakelame, née le 21 mai 1983
 Banlenan, né le 30 octobre 1984
 Kannatin, née le 21 novembre 1988.

Arrêté n° 176-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de quatre cent trente et un mille cent qua-

rante huit (431.148) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Bloak Mamplèmbé, maréchal-des-logis-chef 4e échelon n° mle 504 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

M. Bloak Mamplèmbé pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 12e rang) ci-après désignés :

Kinanyaba, née le 20 septembre 1970
Tikabini, née le 27 mai 1971
M'Molbéne, né le 31 juillet 1973
Tagnami, née le 13 décembre 1973
Bintinibah, né le 21 janvier 1974
Libolabé, né le 22 juillet 1975
Bileme, né le 27 juillet 1976
Bitéfan, née le 27 novembre 1977
Ninayéba, né le 18 février 1978
Babodéyate, née le 19 mai 1978
Banangane, né le 22 octobre 1980
Tilakame, né le 10 février 1981.

Arrêté n° 177-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille soixante quatre (355.064) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Bidiwana Dolou, maréchal-des-logis 6e échelon n° mle 477 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bidiwana Dolou pour compter du 1er octobre 1988, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Bidabi, né le 27 novembre 1963
Kibanufeï, née le 28 décembre 1963
Deyato, née le 28 juillet 1969
Tchilalou, née le 2 septembre 1970
Mazalou, née le 13 février 1971
Hodalou, née le 3 juin 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt huit mille sept cent soixante huit (88.768) francs pour compter du 1er octobre 1988.

M. Bidiwana Dolou pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 18e rang) ci-après désignés :

Bolonda, né le 8 avril 1971
Bellè, né le 13 octobre 1972
Balababawi, né le 16 octobre 1974
Maguilinibè, né le 19 octobre 1974
Essohanam, née le 7 août 1975
Akpèn, née le 27 janvier 1978
Abidé, née le 22 avril 1978

Essowè, né le 12 mai 1980
Essodossomoyo, né le 31 octobre 1980
Mazama-Esso, née le 20 juillet 1983
Solime, née le 28 novembre 1984
Mèhèza, né le 26 novembre 1985.

Arrêté n° 178-MEF-CR du 25-4-89 — Il est attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Mèba Hodalou, (née Kpatcha)
« Mèba Mengbiani, (née Lékézim),
épouses de feu Mèba Tomekouyou Baloubiou, instituteur-adjoint 2e classe 2e échelon (indice 800, pourcentage 51%) décédé le 4 juin 1986, une pension de veuve au taux annuel de soixante seize mille neuf cent quatre vingt onze (76.991) francs pour compter du 1er juillet 1986 et de quatre vingt mille huit cent quarante (80.840) francs pour compter du 1er janvier 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de trente mille sept cent quatre vingt seize (30.796) francs pour compter du 1er juillet 1986 et de trente deux mille trois cent trente six (32.336) francs à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants) :

Koudjoukalo, née le 19 novembre 1966
Mondjonawè, née le 21 juin 1968
Matanoyou, né le 2 mai 1969
Mandabouwè, né le 24 octobre 1970
Pabanam, né le 5 avril 1973
Tchilalo, née le 22 avril 1977
Mangoualo, née le 26 août 1977
Kouméalo, née le 11 août 1980
Abalo, né le 15 avril 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Mèba Essoham, tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 179-MEF-CR du 25-4-89 — Il est attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Sama Adja, née Kpandja, épouse de feu Sama Comlan, sergent de 3e échelon n° mle 3169 du corps du personnel de la garde présidentielle (indice 550, pourcentage 24%), décédé le 24 août 1984 en activité, une pension de veuve au taux annuel de cinquante deux mille trois cent huit (52.308) francs pour compter du 13 mars 1988.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118.884) francs par an pour compter du 13 mars 1988.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à dix mille quatre cent soixante quatre (10.464) francs par an pour compter du 18 février à chacun des orphelins ci-après désignés :

Boukoumpou, née le 25 décembre 1980
 Wanone, née le 25 août 1982
 Bitechmeh, né le 15 septembre 1984.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité temporaire fixée à vingt trois mille sept cent soixante seize (23.776) francs par an pour compter du 18 février 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Sama Bawa, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 180-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante treize mille quatre vingt douze (173.092) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Nantob Igbanko, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0791 du corps du personnel du régiment de soutien et d'appui (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Nantob Igbanko pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

Makpebais, né le 3 septembre 1971
 Nabebrème, né le 26 août 1975
 N'Yilimon, né le 5 août 1976
 Mafobatchie, né le 18 juillet 1978
 Bingainkiya, né le 25 avril 1980
 N'Djoname, né le 10 mai 1981
 N'Foure, né le 5 janvier 1983
 Titiba, née le 18 janvier 1985
 N'Bagnoune, né le 2 juin 1985.

Arrêté n° 181-MEF-CR du 25-4-89 — Une pension proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent quatre vingt et un mille huit cent quatre vingt douze (181.892) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Komou Tchaa, gardien de la paix 7e échelon du corps du personnel de la police (indice 510) admis à la retraite pour invalidité.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 26 mai 1988.

M. Komou Tchaa pourra prétendre, pour compter du 26 mai 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

Panèipesséi, né le 13 avril 1972
 Pidjéyouwè née le 23 avril 1975
 Paladina, née le 25 mars 1977
 Padabadi, né le 9 août 1978
 Pognozi, né le 16 septembre 1979

Pidénam, né le 17 juillet 1980
 Notiougoma, né le 17 juillet 1981
 Tchalla, né le 4 juillet 1983
 Polomondom, née le 14 septembre 1985.

Arrêté n° 182-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de neuf cent soixante quatorze mille huit cent quarante (974.840) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Djalogue Oudane, inspecteur-central de 2e classe 2e échelon du corps du personnel du trésor (indice 2050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Djalogue Oudane pour compter du 1er janvier 1989 une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Sampo, née le 9 novembre 1968
 Nounguine, né le 21 mai 1969
 Yempabe, née le 15 septembre 1969
 Yendoukwa, née le 14 juin 1971
 Damintotine, né le 3 octobre 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt quatorze mille neuf cent soixante huit (194.968) francs pour compter du 1er janvier 1989.

M. Djalogue Oudane pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 12e rang) ci-après désignés :

Mintre, né le 7 juin 1973
 Banlipo, né le 4 février 1975
 Minamba, née le 29 mars 1975
 Lithanimpo, née le 18 janvier 1978
 Libéyéme, née le 25 avril 1978
 Gobine, née le 29 septembre 1981
 Pabe, née le 3 octobre 1981.

Arrêté n° 183-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de six cent huit mille six cent quatre vingts (608.680) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kogoe Ani Badanabendou, adjudant-chef 3e échelon n° mle 519 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 1200), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

Il est également attribué, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kogoe Ani Badanabendou pour compter du 1er novembre 1988, une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Akulounébana, né le 12 novembre 1966

Koudjoouféi, née le 25 février 1968

Akawiliou, né le 20 mai 1969

Tachossiyou, née le 17 mars 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt onze mille troiscent quatre (91.304) francs pour compter du 1er novembre 1988.

M. Kogoe Ani Badanabendou pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 8e rang) ci-après désignés :

Mazignada, né le 9 juin 1974

Eyassouwè, né le 8 juin 1976

Essoyomèwè, née le 5 novembre 1979

Mognozibè, née le 17 février 1984.

Arrêté n° 184-MEF-CR du 27-4-89 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apedo-Amah Dodji, née Anoumou, épouse de feu Apedo-Amah Touli Amavi (Moorhouse), instituteur principal 2e échelon (indice 1550, pourcentage 72%), en retraite décédé le 1er avril 1988, une pension de veuve au montant annuel de quatre cent quarante deux mille deux cent quarante quatre (442.244) francs pour compter du 1er mai 1988.

Arrêté n° 185-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de quatre cent trente et un mille cent quarante huit (431.148) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kombaté Lapague, maréchal-des-logis-chef 4e échelon n° mle 520 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

M. Kombaté Lapague pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 5e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 25 juillet 1968

Yendukoa, né le 11 décembre 1971

Namka, né le 4 juillet 1972

Yao, né le 21 juillet 1981

Fayikandin, né le 12 mars 1983.

Arrêté n° 186-MEF-CR du 27-4-89 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Djossou Akossiwa, née Djoko, épouse de feu Djossou Komlanvi Eklou, sergent-chef 3e échelon n°

mle 29288 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 800, pourcentage 43%) en retraite décédé le 10 juillet 1987, une pension de veuve au taux annuel de cent trente six mille trois cent vingt (136.320) francs pour compter du 1er août 1987.

Arrêté n° 187-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de neuf cent quarante et un mille cinq cent cinquante deux (941.552) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme Bossou Ayaba Bossi, épouse Gaba, institutrice principale 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1650) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1989.

Mme Bossou Ayaba Bossi, épouse Gaba pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 2e rang) ci-après désignés :

Ayité Akpè, né le 20 octobre 1972

Ayayi Mawulé, né le 11 juin 1974.

Arrêté n° 188-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante treize mille quatre vingt douze (173.092) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Sgbala Abalo, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0746 du corps du personnel du centre national d'instruction (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Sgbala Abalo pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 11e rang) ci-après désignés :

Mazalo, née le 18 août 1973

Eyawélé, né le 24 août 1973

Atéboudola, née le 23 juillet 1974

Atinadi, né le 1- août 1974

Piyalo, née le 8 mai 1975

Bawimodom, né le 8 juin 1977

Essohouna, né le 16 janvier 1978

Aklesso, né le 27 janvier 1978

Mouzou, né le 4 septembre 1982

Agouda, né le 9 mai 1984

Mohonbè, née le 17 août 1986.

Arrêté n° 189-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent trente six mille neuf cent soixante douze (236.972) francs est attribuée, sur les

fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Djoni Samina Kpénami, caporal-chef 5e échelon n° mle 0689 du corps du personnel du régiment de soutien et d'ap-pui (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1988.

M. Djoni Samina Kpénami pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

D'Man, né le 9 septembre 1973
Bagnana, né le 15 septembre 1973
Homba, née le 19 janvier 1976
Martiwéraba, né le 6 mars 1978
Nimawèm, née le 18 août 1982
Déta, né le 28 février 1985.

Arrêté n° 190-MEF-CR du 27-4-89 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille soixante quatre (355.064) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Tchanilé Tchakondorh, m.d.l. 6e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Tchanilé Tchakondorh pour compter du 1er novembre 1988 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Adjaratou, née en février 1952
Agnéro-Kazik, né en novembre 1954
Banna, né en 1957
Tchakala, né le 6 janvier 1963
Agoé, née le 25 février 1965
Alahalé, née le 20 mai 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt huit mille huit cent soixante huit (88.868) francs pour compter du 1er novembre 1988.

M. Tchanilé Tchakondorh pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 12e rang) ci-après désignés :

Roamougnane, née le 8 mai 1968
Bodé, né le 27 juin 1970
Akeme, née le 5 mai 1973
Gnohon, née le 9 janvier 1980
Tchawessi, né le 25 avril 1982
Ouro-Samah, né le 29 juillet 1985.

Arrêté n° 191-MEF-CR du 27-4-89 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Dabla Kossiwa Enyonam, née Kpogli, épouse de feu Dabla Akouété, sergent 6e échelon n° mle 12417 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 700, pourcentage 62%) en retraite et décédé le 4 novembre 1988, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante onze mille neuf cent quatre vingt quatre (171.984) francs pour compter du 1er décembre 1988.

Arrêté n° 192-MEF-CR du 27-4-89 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à Mme veuve Baba Yaba, née Djabaré, épouse de feu Baba Nana Bamouni, moniteur de 1re classe 2e échelon (indice 590, pourcentage 26%) en retraite décédé le 29 avril 1988, une pension de veuve au montant annuel de soixante mille sept cent quatre vingt huit (60.788) francs pour compter du 1er mai 1988.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 27 avril 1989 à l'arrêté n° 142-MEF-CR du 5 avril 1969 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de soixante et un mille sept cent cinquante deux (61.752) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Adorou Wella, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20839 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de soixante dix sept mille cent quatre vingt huit (77.188) francs pour compter du 1er janvier 1969, de quatre vingt quatre mille neuf cent huit (84.908) francs pour compter du 1er janvier 1971, de quatre vingt treize mille trois cent quatre vingt seize (93.396) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent sept mille quatre cent huit (107.408) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent vingt trois mille cinq cent seize (123.516) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent trente cinq mille huit cent soixante huit (135.868) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent quarante deux mille six cent soixante (142.660) francs pour compter du 1er janvier 1982, de cent quarante neuf mille sept cent quatre vingt douze (149.792) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Adourou Wella, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20839 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25 avril 1989 à l'arrêté n° 387-MEF-CR du 7 décembre 1977 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de soixante dix sept mille deux cent soixante (126.280) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kérime Napo soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 12058 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 56%) au montant annuel de cent cinquante trois mille sept cent huit (153.708) francs pour compter du 1er juin 1977, de cent soixante neuf mille quatre cents (169.080) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent soixante dix sept mille cinq cent trente deux (177.532) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent quatre vingt six mille quatre cent huit (186.408) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Kérime Napo, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 12058 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 27 avril 1989 à l'arrêté n° 537-MEF-CR du 10 octobre 1988 portant concession d'une pension de retraite.

Au lieu de :

M. Dossou Akpovi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 10 février 1967

Kodjo, né le 12 décembre 1970

Ahouanon, né le 22 septembre 1972

Anonmonhon D., né le 29 décembre 1975

Kossi, né le 15 janvier 1978

Sika, née le 4 mars 1980.

Lire :

M. Dossou Akpovi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1988 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 15e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 10 février 1967

Kodjo A., né le 12 décembre 1970

Ahouanon, né le 22 septembre 1972

Anonmonhon D., né le 29 décembre 1975

Kossi, né le 15 janvier 1978

Sika, née le 4 mars 1980

Kodjovi, né le 23 mai 1983

Essè, né le 19 mars 1988

Assou, né le 19 mars 1988.

Le reste sans changement.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ETAT : TOGO
NOM DE L'ETABLISSEMENT FINANCIER :
TAW LEASING

Exercice : 1987/88

Date d'arrêté : 30/9/88

BILAN

ACTIF : (destiné à être publié)

(Sommes en M de F CFA
approchées à une décimale)

Caisse et Banques	1,4
Portefeuilles effets	
Débiteurs divers	35,7
Portefeuilles titres	
Actionnaires	1,5
Comptes d'ordre et divers	
Immobilisation	2460,8
Résultats	40,9
— exercices antérieurs	
— perte de l'exercice	40,9
TOTAL	2540,1

PASSIF

Banques	1004,2
Clients et Créiteurs divers	1442,1
Comptes d'ordre et divers	
Prévisions	10,9
Réserves	0,7
Capital	100,0
Résultat	
— Exercices antérieurs	(17,8)
— Bénéfices de l'exercice	
TOTAL	2540,1

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals :
Effets escomptés circulant sous notre endos :

BANK OF CREDIT AND COMMERCE
INTERNATIONAL
OVERSEAS LIMITED

Bilans résumés (en milliers)

ACTIF	30-09-87	30-09-88
Comptes financiers	13.907.797	16.822.881
Comptes de la clientèle	9.218.899	5.580.375
Compte du Personnel	—	107.832
Autres comptes de tiers		
et de Régularisation	253.410	191.130
Valeurs Immobilisées	227.794	224.570
Total Actif	23.605.900	22.926.788

PASSIF

Comptes financiers	59.580	41.434
Comptes de la clientèle	22.148.234	21.157.897
Compte du Personnel	—	3.312
Autres comptes de tiers et de Régularisation	543.060	611.255
Comptes de Capitaux	855.026	1.112.890
Total Passif	23.605.900	22.926.788
Engagements hors bilan	5.105.655	3.134.971

RECEPISSES DE DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

N° 389/INT-SG-APA-PC du 23 mars 1989

Titre de l'Association : Association des Agriculteurs Modernes (ASAMO)*Siège* : Sotouboua, quartier Tchitchao

But : L'association a pour but de regrouper des jeunes dynamiques animés de bonne volonté sans considération de race et de sexe en vue de consolider leur effort pour leur épanouissement économique et social.

Pièces annexées : Statuts— Liste des membres
du bureau-directeur.

Lomé, le 23 mars 1989

*Le ministre de l'intérieur,
et de la sécurité**Le Général de Brigade
Amegi Yao Mawulikplimi.*

N° 390/INT-SG-APA-PC du 23 mars 1989

Titre de l'Association : Kpo Towo Gbo*Siège* : Lomé, Lom-Nava, 18, rue Akpakpa*But* : L'association a pour but

— de grouper une étroite camaraderie de tous les membres ; de développer les sentiments de solidarité et d'entraide mutuelle, notamment par intervention à résoudre certains problèmes sociaux lors des décès des parents, des beaux-parents ou l'un des membres de l'association.
N. B. — L'association s'interdit toute activité politique contraire au but précité.

Pièces annexées : Statuts

— Liste des membres du bureau-directeur.

Lomé, le 23 mars 1989

*Le ministre de l'intérieur et de la sécurité,**Le Général de Brigade
Amegi Yao Mawulikplimi***AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS**

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 1311 T.T. appartenant à M. Anthony Hulédé, horloger, demeurant à Accra (Ghana)

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 520 du cercle de Lomé, appartenant au sieur (John) Boëvi Lawson, employé de commerce, demeurant à Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 5.348 de la République Togolaise appartenant à M. Awity Nicodémus.

(Pour deuxième insertion)